

Oui aux casinos mais en dehors de Montréal

par Daniel L'HEUREUX
de notre bureau de Québec

QUÉBEC — Concluant que l'Etat a relativement peu d'argent à faire avec les casinos, Loto-Québec estime toutefois que l'existence de ceux-ci est souhaitable comme levier de développement touristique et que l'Etat devrait songer sérieusement à les exploiter lui-même.

Le rapport de Loto-Québec sur les casinos, rendu public hier, affirme cependant que le gouvernement devrait rejeter les formules de casino du type Las Vegas,

Reno/Sparks ou Atlantic City, de même que les projets déjà soumis, c'est-à-dire celui du paquebot «France», celui du groupe Campeau à Blue Bonnets ou encore celui envisagé dans le mât du stade olympique.

Le style des casinos québécois demeure à inventer mais devrait s'inspirer à la fois de la formule européenne et de celle de South Lake Tahoe, où le jeu n'est pas l'activité principale mais s'insère dans un ensemble plus vaste de produits touristiques.

Et parce qu'ils devraient servir

avant tout d'instruments de développement touristique et viser essentiellement une clientèle étrangère, les casinos québécois devraient être situés en dehors des grandes concentrations urbaines — donc forcément en dehors de Montréal — sans en être cependant trop éloignés.

En rendant public le rapport de Loto-Québec, le ministre Jacques Parizeau n'a pas caché qu'il porte maintenant moins d'intérêt aux casinos: «A partir du moment où il n'y a pas beaucoup d'argent à

faire, mon intérêt se relâche considérablement», a-t-il admis.

Le grand argentier du gouvernement québécois endosse néanmoins au moins implicitement l'essentiel des recommandations de Loto-Québec puisqu'il vient de donner un nouveau mandat à cet organisme, responsable des jeux de hasard, de poursuivre ses études en vue de l'implantation de casinos québécois qui serviraient avant tout de leviers de développement de l'industrie touristique. Ces nouvelles études n'aboutiront

cependant pas avant le début de 1980.

Dans l'esprit du ministre des Finances, il est à tout le moins acquis que les casinos devraient être administrés par l'Etat. Il n'est pas question de laisser des intérêts privés faire de l'argent avec les casinos alors que l'Etat devrait assumer les coûts socio-économiques que représentent le contrôle et la surveillance d'une telle entreprise.

Le ministre paraît par ailleurs convaincu de l'opportunité que les

— Voir CASINOS, page A 6

Policier abattu

Un policier de la CUM qui faisait le guet à l'hôpital Saint Mary's près d'un confrère qui avait été blessé lors du désordres célèbre vol à Ville Mont-Royal, en février dernier, a à son tour été abattu, cette nuit, par un inconnu qui l'a assailli dans le corridor.

L'agent Normand Lecavalier, âgé de 31 ans, reposait toujours dans un état jugé grave, tôt ce matin, à la suite d'une intervention chirurgicale qui a duré plus de trois heures. Il avait été atteint d'une balle à l'abdomen provenant de son propre revolver.

Selon les renseignements obtenus, l'agent Lecavalier venait à peine de délaissier la surveillance de son confrère pour se rendre à la salle de toilette de l'hôpital, lorsqu'il a été empoigné par un inconnu qui, profitant de la surprise, a saisi son arme et tiré un coup de feu en sa direction.

Karpov : le grand favori

par Michel GIRARD

Est-ce le présage d'une éventuelle victoire? Personne ne saurait le prédire avec certitude, mais il n'en demeure pas moins que c'est le grand favori du Tournoi international d'échecs de Terre des Hommes, qui se tiendra du 8 avril au 8 mai, le champion du monde Anatoly Karpov, qui fut le premier des 10 grands maîtres mondiaux à fouler le sol montréalais.

En effet, alors que cinq d'entre eux arrivent à Montréal cet après-midi et que quatre autres suivront demain, le Russe Karpov est en ville depuis hier après-midi.

Même s'il est favori pour remporter les honneurs de cette première mondiale, qui est en fait le plus fort tournoi jamais présenté dans l'histoire des échecs en raison de la haute qualité des participants, le maître Karpov devra néanmoins se surpasser pour réussir à «damer le pion» aux Boris Spassky, ancien champion du monde



photo Pierre McCann, LA PRESSE

et Ljos Portisch, champion de la Hongrie.

Selon les experts, ces deux excellents joueurs possèdent la ruse, le talent et le style nécessaires pour vaincre Karpov dans un tel tournoi à rotation double où chaque joueur rencontrera à deux reprises ses neuf adversaires.

Les sept autres grands maîtres qui essaieront de décrocher

— Voir KARPOV, page A 6

Plus puissants que la Mafia



Les motards : des «amateurs de chasse».

photo LA PRESSE

Les motards : viols et assassinats en série

par Michel AUGER

Les motards, qui sont en guerre depuis un an, s'attaquent même à des gens en uniforme, qu'ils soient policiers ou pompiers et, c'est arrivé au moins une fois, ont même tué une innocente victime qu'ils avaient confondue avec un de leurs ennemis.

Cette erreur sur la personne s'est produite en décembre dernier à Greenfield Park alors que deux tueurs, dont un est bien connu au sein des «Hell's Angels», ont abattu un jeune homme qui arrivait à sa résidence en soirée.

William Wiechold, 22 ans, arrivait chez lui lorsque deux gunmen lui ont demandé «Are you Roxy?» et l'ont abattu sans même attendre la réponse. L'un des assassins, au physique imposant, était déjà soupçonné par la police d'avoir «plombé» plusieurs motards dans les mois précédents. Ce tueur est encore à l'oeuvre aujourd'hui et l'on se demande

même s'il n'aurait pas récidivé cette semaine à Laval, en abattant l'ex-président d'un club rival.

Le jeune Wiechold habitait une maison appartenant à un membre en vue des «Outlaws», qui sont en guerre avec les Hell's depuis un an.

Connu sous le sobriquet de «Grosse Plotte», le motard en question pourrait être impliqué dans l'attentat qui vient tout juste de coûter la vie à Robert Labelle, ex-président des «Huns», le troisième club en importance au Québec.

Dans les heures qui ont suivi le meurtre, les policiers de Laval se rendaient à Saint-Eustache pour y surveiller l'un des repaires des «Hell's Angels». Leur suspect n'y était pas. Trois autres individus, membres des Hell's à Trois-Rivières, ont été interrogés puis relâchés sans être reliés à la mort de leur rival.

C'est tout près de ce local des motards à Saint-Eustache que les policiers découvraient, il y a deux semaines, le cadavre d'une jeune femme, non encore identifiée, qui avait été abattue de deux coups de feu, dont l'un au vagin. L'enquête sur ce crime teinté d'horreur s'est orientée vers certains dépravés des Hell's.

Les motards, c'est connu, n'apprécient pas la police, surtout si celle-ci réussit à mettre au rancart certains des leurs. Si, de plus, comme ce fut le cas récemment avec les «Huns», c'est «l'émancipation grise» de la bande, qui est arrivée en possession d'une forte quantité de drogues, les membres crient vengeance.

Des rumeurs circulant dans le milieu mentionnent même que le frère du «penseur» a émis un «contrat» contre la vie du policier responsable de cette incarcération.

— Voir MOTARDS, page A 6

Le pétrole coûtera plus cher aux E.-U.

par Jean PELLETIER
de notre bureau de Washington

WASHINGTON — La majorité des Américains n'y croient toujours pas mais leur président Jimmy Carter a décidé de leur faire prendre conscience coûte que coûte de la crise de l'énergie en abolissant les contrôles sur le prix du pétrole, ce qui provoquera en juillet prochain une augmentation de quatre à sept cents du prix du gallon d'essence.

Dans un discours à la nation hier soir, le président Carter a répété pour la troisième fois depuis son arrivée à la Maison-Blanche, que la crise de l'énergie s'aggrave. «Nous gaspillons trop d'énergie, nous achetons trop de pétrole étranger et nous ne produisons pas assez de pétrole, de gaz et de charbon aux Etats-Unis», a déclaré le président Carter.

En parallèle à cette levée des contrôles, le président a décrété l'imposition d'une taxe spéciale sur les profits supplémentaires que récolteront automatiquement les compagnies de pétrole à l'issue de l'abolition des contrôles. La logique derrière l'abolition des contrôles vise à inciter les compagnies de pétrole à trouver plus d'essence aux Etats-Unis.

Cette taxe que devra autoriser le Congrès — un obstacle colossal s'il en est — permettra la création d'un «fonds de sécurité

énergétique», visant à subventionner les familles à bas revenus qui seront les plus touchées par une augmentation du prix de l'essence.

Troisième mesure, le président a lancé une offensive contre l'infinité d'obstacles bureaucratiques qui bloquent la mise en chantier rapide de divers pipelines aux Etats-Unis (dont celui de l'Alaska — un projet conjoint Canada-Etats-Unis — est le plus ambitieux). Il s'est avéré, selon le président Carter, que pour construire un pipeline reliant la Californie au Texas la compagnie en charge du projet devait obtenir quelque 700 autorisations distinctes, émises par diverses agences étatiques et municipales, un labyrinthe exigeant 14 mois de négociations.

Quatrième mesure enfin, le président Carter a relancé de nouvelles négociations avec le Mexique afin de pouvoir acheter le gaz naturel mexicain à un prix «mutuellement acceptable».

Ces négociations seront menées par des émissaires spéciaux du président qui veut marquer ainsi l'importance cruciale de ces échanges.

Les voitures
Au nom de la patrie enfin, M. Carter a invité ses concitoyens à conduire 15 milles de moins par semaine à l'avenir et à s'en tenir à la limite de 55 milles à l'heure

— Voir CARTER, page A 6

édito

• De la nocivité des campagnes électorales

par Marcel ADAM

— page A 4

C'EST DRÔLE, D'ÊTRE
QUE JE METS LE
PIED DANS LE QUÉBEC,
ÇA AVANCE MAL!



Girard

sommaire

Arts et spectacles
— Informations: C 1 & C 6
— Horaires: C 6
Bandes dessinées: A 10
Décès, naissances, etc.: B 11
Économie: D 1 à D 4
Êtes-vous observateur?: C 10
Feuilleton
— «Un jardin de roses»: C 9
Horoscope: A 10
Jardins et maisons: D 10
La mode du jour: D 8
Le monde: B 10
Mon œil sur Montréal: C 6
Mot mystère: A 10
Mots croisés: A 10
Petites annonces: C 7 à C 11,
D 5 à D 11
Radio et télévision: C 5
Sports: B 1 à B 7
Vivre aujourd'hui: A 11, A 12
— Il faut bouger: A 12

Un homme de défis: le docteur Paul David

L'Institut de cardiologie de Montréal célèbre, cette année, son 25^e anniversaire. C'est une institution de renom international, une des gloires du Québec. Derrière une oeuvre d'envergure, on trouve toujours un homme. Derrière l'Institut se dessine la figure du Dr Paul David, son créateur. Celui-ci a accordé une entrevue exclusive à Claire DUTRI-SAC.

— page A 11

Maureen et Margaret: le jour et la nuit...

L'épouse du chef conservateur, Maureen McTeer, a accordé à notre envoyé spécial, Gilles PAQUIN, une entrevue exclusive qui nous la décrit comme une femme sereine et discrète en politique qui se refuse par ailleurs à discuter des confessions de Margaret Trudeau.

— page A 8

Autour du salon bleu

Les orphelins de Beauce-Sud

Fabien Roy a quitté hier l'Assemblée Nationale dans un concert de louanges dont l'unisson et l'intensité équivalaient à une consécration pour le petit commis de la Beauce.

Vendredi soir dernier, à Saint-Georges Ouest, il faisait ses adieux aux Beaucerons, qui l'avaient fidèlement élu depuis 1970. L'émotion était aussi forte mais l'humilité difficile à arracher. A plusieurs reprises, une militante incorruptible s'est même permis d'interrompre son héros, en lui demandant: «Qui va nous représenter à Québec?»

Indépendants de nature, les Beaucerons s'étaient en effet habitués à voter Fabien Roy, sans avoir à se demander la couleur ou le parti qu'il représentait.

Son envol vers la scène fédérale force les gens de Saint-Georges (ville, ouest et est) ainsi que tout le comté de Beauce-Sud à s'aligner de nouveau, selon les routineries règles du jeu, qui font la loi dans le reste du Québec.

Il ne faut en effet pas se cacher que le Parti national populaire (PNP), depuis le départ de son fondateur charismatique Jérôme Choquette, c'était le parti de Fabien Roy dans Beauce-Sud.

L'homme avant tout

Si l'organisation locale du PNP n'a pas applaudi à tout rompre quand Fabien Roy a accepté la chéfferie des crédites fédérales, c'est que ces gens pensaient à la succession au provincial.

Le président du PNP, M. Maurice Breton, un courtier en immeubles de Saint-Ephrem de Beauce, affirme qu'il n'est pas pressé de liquider le parti. Mais il est certain d'une seule chose: «Il n'y a pas un gars qui va passer dans Beauce-Sud sans l'appui du PNP».

Et le président de l'association pénaliste locale de Beauce-Sud, M. Renald Champagne, un professeur de la polyvalente de Saint-Martin, n'écarter aucune possibilité: un candidat pénaliste, un candidat indépendant ou même une alliance (officielle mais efficace avec les unionistes ou les péquistes) pour les prochaines élections partielles dans Beauce-Sud.

Chose certaine, le marchandage et le maquignonnage se feront à l'honneur cet été à Saint-Georges, déjà ludiquement honoré par les Jeux d'été du Québec.

Libéraux, péquistes, unionistes, pénalistes et les autres s'accordent sur une chose: le candidat fera la différence. Tous sont en effet assurés qu'un porte-couleurs exceptionnel, un Robert Cliche ou un Fabien Roy, peut l'emporter peu importe le parti qu'il représente.

«C'est à nous autres»

Quand Fernand Grenier, le député unioniste de Mégantic-Compton, affirme «Beauce-Sud c'est à nous autres!» l'on a l'impression de revoir les vieux bleus, qui vous lançaient en campagne électorale: «On est tous seuls».

Mais attention, M. Grenier est sérieux. Il vous explique en moins de deux qu'il a visité Fabien Roy en ami durant la dernière campagne provinciale.

Il ajoute aussitôt que Beauce-Sud fait partie d'un tout avec Bellechasse, Lotbinière et Mégantic-Compton. Or ces trois comtés appartiennent déjà à l'UN et M. Grenier considère normal et quasi inévitable que Beauce-Sud revienne au parti de Maurice Duplessis, représenté de 1962 à 1970 par l'unioniste Paul-Allard.

De l'indépendance à l'indépendance

A entendre parler M. Breton et Champagne du PNP, l'on a l'impression que les marchés

se feront avec l'UN ou avec le PQ, qui voit d'ailleurs le départ de Fabien Roy comme l'occasion rêvée d'aller au bout des choses.

Du nationalisme et de l'indépendance d'esprit des Beaucerons au mélange péquiste, il n'y a qu'un pas que les troupes de René Lévesque entendent franchir dès la prochaine élection complémentaire.

Le président de l'association péquiste de Beauce-Sud, M. Martin Sirois, menait une offensive en vue du référendum. Depuis 1976, le membership péquiste est passé de 102 à plus de 500. Mais il faut maintenant affronter une double écheance: les élections partielles et le rendez-vous référendaire.

Et l'équilibre n'est pas facile à maintenir: plusieurs péquistes s'étaient déjà rangés, au fédéral, derrière le conservateur Paul-André Busque. L'arrivée de Fabien Roy oblige à des réaménagements. «Il faut tenir compte de nos intérêts», affirme M. Sirois.

Les champions du Canada

Seuls défenseurs irréductibles de l'unité canadienne, les libéraux provinciaux lorgnent eux aussi la succession de Fabien Roy. Ils sentent que ça «grouille» dans Beauce-Sud et ils savent que la personne du candidat fera la différence.

On parle chez les rouges d'un retour des candidats de 1973 ou 1976, MM. Lacasse ou Lebel mais l'on mentionne aussi le nom du président de l'association de comté, M. Roch Jolicoeur. Mais la perle rare pourrait encore se faire attendre.

En somme une succession à peine contestée, dont l'issue pourrait être révélatrice pour les lendemains d'un Québec, dont les indices et les «indépendants» détermineront le profil.

Gérald LeBLANC

77 municipalités en train de négocier leur zone agricole

par Pierre GINGRAS

Le premier rapport trimestriel de la Commission de protection du territoire agricole du Québec révèle que l'organisme gouvernemental qui est en fonction depuis la fin de décembre dernier a entrepris des négociations avec 77 municipalités afin de déterminer la zone agricole définitive de celles-ci.

Ce rapport confidentiel dont LA PRESSE a obtenu copie souligne également que la commission étudie actuellement plus de 2,400 dossiers dont 1,159 déclarations de droits acquis, qu'elle a rendu environ 130 décisions, rencontré 900 groupes de visiteurs, participé à 30 rencontres officielles avec des représentants municipaux ou avec d'autres groupes de visiteurs directement concernés par le zonage agricole et que son per-

sonnel a répondu à plus de 19,300 appels téléphoniques.

Cette analyse qui vient infirmer les rumeurs à l'effet que cette commission avait connu un démarrage très difficile révèle également que les commissaires ont reçu 3,000 offres d'emploi pour combler les 70 postes créés dernièrement pour permettre un rendement efficace de cet organisme qui doit appliquer la loi du zonage agricole. On sait par ailleurs que tous les directeurs de service doivent être en fonction à partir de lundi prochain.

La région de Montréal

Quant aux autres chiffres contenus dans ce rapport, soulignons que la commission a reçu 283 demandes d'autorisation de vente de terres, cinq demandes de lotissement et 795 demandes de per-

mission afin d'utiliser une terre agricole à d'autres fins que l'agriculture. Autre fait intéressant, les commissaires ont aussi reçu 17 demandes d'inclusion à la zone agricole par rapport à 4 demandes d'exclusion.

Enfin, parmi les 614 municipalités actuellement concernées par le zonage agricole, les plus importantes d'entre elles qui ont reçu un avis de négociation de leur zone agricole sont: Laval, Repentigny, Bernières, Mirabel, Oka, Plessisville, Pointe-Claire, Pierrefonds, Pincourt, Pointe-Calumet, Rosemère, Roxboro, Ste-Anne de Bellevue, Ste-Thérèse, St-Jérôme, St-Joseph de Sorel, St-Lambert, Shawinigan, Vaudreuil sur le lac et quelques villes de l'île de Montréal qui n'ont pas de territoire inclus dans la zone agricole temporaire.

Un gadget pour informer

Le gouvernement fédéral et la compagnie Bell Canada présente-

ront dans deux mois un nouveau gadget électronique adaptable à tous les téléviseurs, et qui donnerait aux contribuables un accès direct et visuel, par le biais d'un simple appel téléphonique, à toutes les informations... ou presque... détenues par le service gouvernemental d'information.

C'est ce qu'a annoncé hier le ministre des Approvisionnements et Services, M. Pierre de Bané, dans le cadre d'une allocution devant le club Richelieu de Montréal, et au cours de laquelle il a fait état d'une foule de mesures décre-

tées par le cabinet, afin d'améliorer les communications entre les citoyens et l'appareil gouvernemental.

Il faut signaler tout de suite que ce n'est pas pour demain que le grand public aura accès à la banque d'informations du gouvernement central.

Le nouveau système dont le ministre a fait

état hier, ne sera pas sur le marché dans un avenir prévisible, et on ignore quel pourrait en être le prix.

Se défendant de faire un discours partisan, M. de Bané a signalé que le gouvernement fédéral dépensait \$300 millions par an pour ses services

d'informatique et qu'il ne voyait aucune raison pour que le citoyen soit privé des données recueillies, sauf dans les cas d'intrusion dans la vie privée, la situation concurrentielle d'une entreprise, ou encore quand la sécurité d'Etat est en jeu.

LA MÉTÉO à Montréal

AUJOURD'HUI Minimum: -5 Maximum: -1
Nuageux avec neige intermittente

DEMAIN

Beau et froid.

au Québec

RÉGIONS	Min.	Max.	AUJOURD'HUI	DEMAIN
Abitibi	—	—5	Neige intermittente	Ventoux et froid
Outaouais	—	—1	Neige intermittente	Beau et froid
Laurentides	—	—3	Neige intermittente	Averses de neige
Cantons de l'Est	—	—1	Neige intermittente	Faible neige
Mauricie	—	—1	Quelques flocons	Averses de neige
Québec	—	—1	Neige intermittente	Averses de neige
Lac-Saint-Jean	—	—1	Neige intermittente	Averses de neige
Rimouski	—	—2	Faible neige	Averses de neige
Gaspésie	—	—2	Faible neige	Averses de neige
Bas-Caraïbe	—	—2	Faible neige	Averses de neige
Sept-Îles	—	—2	Neige intermittente	Averses de neige

au Canada

	Aujourd'hui	Capitales	Min.	Max.
Colombie-Britannique	—	Victoria	8	14
Alberta	—	Edmonton	—16	—5
Saskatchewan	—	Regina	—22	—11
Manitoba	—	Winnipeg	—15	—11
Ontario	—	Toronto	0	5
Nouveau-Brunswick	—	Fredericton	—1	0
Nouvelle-Écosse	—	Halifax	—1	4
Île-du-Prince-Édouard	—	Charlottetown	—3	—1
Terre-Neuve	—	Saint-Jean	—4	1

si vous partez...

aux États-Unis

	Min.	Max.		Min.	Max.		Min.	Max.
New York	3	12	Chicago	1	12	Nlle-Orléans	13	22
Washington	8	17	San Francisco	8	15	Miami	22	30
Boston	4	10						

vers les îles

Acapulco	22	32	Bermudes	17	22	Nassau	21	28
Mexico	10	30	Barbade	23	28	Rio de Janeiro	22	32

la presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE LTÉE, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2V 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de LA PRESSE et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. — Courrier de la deuxième classe — Enregistrement numéro 1400. — Point de retour garanti.

TARIFS D'ABONNEMENTS

LIVRAISON À DOMICILE: lundi au samedi	\$1.75
Lundi au vendredi	\$1.25
Samedi seulement	0.75

ABONNEMENTS PAYÉS D'AVANCE

	13	26	52
par courrier: Canada	\$35.00	\$70.00	\$140.00
Lundi au samedi	\$23.00	\$46.00	\$92.00
Lundi au vendredi	\$23.00	\$46.00	\$92.00
Samedi seulement	\$12.00	\$24.00	\$48.00

ÉTATS-UNIS — PAYS ÉTRANGERS

	13	26	52
par courrier:	\$52.00	\$104.00	\$208.00
Lundi au samedi	\$32.50	\$65.00	\$130.00
Lundi au vendredi	\$32.50	\$65.00	\$130.00
Samedi seulement	\$19.50	\$39.00	\$78.00

INFORMATION GÉNÉRALE	285 7272
REDACTION	285 7070
EDITORIAL	285 7030
PROMOTION	285 7100
RELATIONS DE TRAVAIL	285 7383

PETITES ANNONCES (annonces classées)	285-7111
du lundi au vendredi: 9h à 17h	
Pour changer ou annuler	285-7205
du lundi au vendredi: 9h à 16h30	

GRANDES ANNONCES	285-7202
Détailants	
National Tele-Press: Vacances	285-7306
voyages	
Carières et professions	285-7320
nomination	

COMPTABILITÉ	285-6892
Grandes annonces	
Petites annonces	285-6901

Pour tout genre d'abonnement, nos bureaux sont ouverts de 9h à 19h30 (Samedi 9h à 18h, 285-6911)

Lévesque nie que le personnel dit «politique» ait doublé depuis 76

de notre bureau de Québec

QUÉBEC — Le premier ministre Lévesque nie catégoriquement que le nombre de personnes travaillant dans les cabinets des ministres à des fonctions dites «politiques» ait quasiment doublé depuis la prise du pouvoir par le Parti québécois.

C'est toute une nouvelle querelle de chiffre qui a débuté, hier, à l'Assemblée nationale entre le premier ministre Lévesque et des représentants des partis d'opposition à la suite des propos tenus par le député libéral Michel Pagé et de la publication d'un article du journal Le Soleil selon lequel le personnel dit «politique» des ministres aurait augmenté de 80%, passant du nombre de 104 qu'il était sous le gouvernement Bourassa à 194 aujourd'hui.

Comme on sait, on considère généralement comme du personnel politique des ministres les chefs de cabinet, les secrétaires particuliers adjoints, les attachés de presse et les conseillers politiques. Or, l'institutionnalisation récente d'un nouveau type de poste appelé «agent de liaison», poste servant également à des fonctions politiques, a permis hier au député unioniste Maurice Bellemare de mettre le feu aux poudres en accusant le gouvernement d'embaucher le plus grand nombre possible de ses petits «amis» pour travailler activement à la prépara-

tion de la campagne référendaire.

Dans un premier temps, le premier ministre Lévesque, a reconnu qu'il y avait bel et bien des membres de cabinets occupés à des fonctions politiques, notamment à préparer la campagne référendaire.

Mais, a-t-il ajouté, la préparation du référendum fait partie du mandat que le Parti québécois a obtenu le 15 novembre 1976. Sans compter, également, que le gouvernement fédéral ne se gêne pas, à son avis, pour faire travailler un nombre impressionnant de ses fonctionnaires à la préparation de cette même campagne référendaire.

Pour ce qui est des chiffres, le premier ministre a nié catégoriquement les informations publiées dans Le Soleil. A son avis, il y avait 134 employés dits «politiques» en avril 1976 (quelques mois avant la défaite du gouvernement Bourassa) contre aujourd'hui 178 pour une augmentation de 32 p. cent en trois ans.

Au niveau des comités, il y en aurait eu à l'époque 29 contre 45 actuellement, soit une augmentation de 37 p. cent.

Sans compter, a-t-il affirmé, un nombre certain d'employés «sous-marins» qui n'apparaissent pas sur les listes officielles de 1976 et qui occupaient des fonctions éminemment politiques. A ce chapitre, il a cité les noms de René Beaulieu, Marcel Laliberté et Carol O'Keefe.

Rivières à saumon: sursis au déclubage

de notre bureau de Québec

QUÉBEC — Le gouvernement a décidé de prolonger d'un an le moratoire qu'il avait imposé sur le «déclubage» de 26 rivières à saumon.

C'est ce qu'a annoncé hier le ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, Yves Duhaime, au cours de l'étude des crédits de son ministère.

M. Duhaime a affirmé qu'une nouvelle politique d'accessibilité serait annoncée au cours de l'année et que la gestion des activités serait probablement confiée à des associations sans but lucratif ou à des pourvoyeurs. Il a également

dit que, malgré le moratoire, des «actions ponctuelles» seraient menées sur certaines rivières en 1979.

Il y a au Québec un total de 102 cours d'eau qui sont spécifiquement classés comme rivières à saumon, et ce sur la Côte-Nord, en Gaspésie et sur l'île d'Anticosti.

Selon le ministre, c'est la fragilité de l'espèce qui motive le prolongement des droits de pêche exclusifs accordés à des clubs privés.

Il a dans la même veine fait part qu'il avait demandé au gouvernement fédéral de prolonger d'un an l'interdiction de la pêche commerciale du saumon en Gaspésie et au Nouveau-Brunswick.

LE GRAND TOURNOI INTERNATIONAL D'ECHECS TERRE DES HOMMES

Du 11 avril au 6 mai 1979

au Pavillon du Québec de Terre des Hommes

LE PLUS FORT TOURNOI DE L'HISTOIRE DES ECHECS

BOURSES: \$110,000
18 rondes

PARTICIPANTS:

Anatoly KARPOV

(URSS) CHAMPION DU MONDE

Boris SPASSKY

(URSS/FRANCE) ANCIEN CHAMPION DU MONDE

Mikhail TAL

(URSS) ANCIEN CHAMPION DU MONDE

Lajos PORTISCH

(HONGRIE) GRAND MAITRE INTERNATIONAL

Jan TIMMAN

(PAYS-BAS) GRAND MAITRE INTERNATIONAL

Ljubomir LJUBOJEVIC

(YUGOSLAVIE)

Lubomir KAVALEK

(ÉTATS-UNIS)

Vlastimil HORT

(TCHECOSLOVAQUIE)

Robert HÜBNER

(REPUBLIQUE FÉDÉRALE ALLEMANDE)

Bent LARSEN

(DANEMARK)

Pour la série des 18 rondes **\$3500**

Pour une ronde individuelle **\$350**

BILLETS:

En vente à l'hôtel Méridien (Complexe Desjardins), au magasin Eaton (Centre-ville) et sur les lieux du tournoi, Pavillon du Québec, TdH

Il avait 17 ans

Mort du voleur abattu à Dorval

Le jeune Frank Landry, âgé de 17 ans, qui avait été atteint d'une balle à la tête lors d'un hold-up dans une banque de Dorval, a succombé à ses blessures, peu après son admission à l'hôpital Saint-Luc.

L'adolescent, qui est originaire de Moncton, au Nouveau-Brunswick, a été abattu par un agent de sécurité, mercredi après-midi, alors qu'il tentait de dévaliser avec un comparse une succursale de la banque Toronto-Dominion, au 910 de la rue Heron.

Transporté au centre hospitalier de la rue Dorchester, le jeune homme n'avait jamais repris conscience, ayant été maintenu en vie jusque tard dans la soirée, à l'aide d'un groupe d'appareils de réanimation.

Quant à son présumé complice âgé de 16 ans, il a été remis entre les mains du directeur de la protection de la jeunesse de la région de Dorval, qui étudiera son cas.

Au chantier du stade olympique

Une forêt de grues qui a coûté \$79.7 millions

par Paul ROY

En janvier 1976, le chantier du stade olympique ressemblait à une véritable forêt dont on aurait remplacé les arbres par des grues géantes.

Il y en avait quelque chose comme 100, en même temps, travaillant au montage des divers éléments du stade, débloquent les gaines des consoles bourrées d'époxy, cette espèce de colle à ciment dont on connaissait mal les secrets ou, tout simplement, faisant le « pied de grue »... à \$150 ou \$160 l'heure, 24 heures sur 24!

En tout, \$79.7 millions ont ainsi été flambés! Ce chiffre représente le coût de location et d'utilisation des grues et les salaires des grutiers, qui pouvaient se faire jusqu'à \$55.000 par an.

Une belle petite dépense, surtout si l'on tient compte du fait qu'en temps normal, huit grues auraient pu faire l'affaire. C'est du moins ce qu'a affirmé devant la Commission d'enquête sur le coût des Jeux, hier, M. Jean-Pierre Caza, qui occupa le poste de gérant de l'exécution au stade.

Mais il faut dire que quand il était question des Jeux olympiques, les situations étaient rarement normales.

Pourquoi y avait-il donc tant de grues au stade? Tout d'abord parce qu'on manquait de temps, il fallait que le stade soit prêt à temps pour les Jeux.

Mais il y avait aussi ces gaines de consoles bloquées d'époxy. A un moment il y avait en même temps 16 des 34 consoles dont il fallait débloquent les gaines, ces cylindres de trois pouces de diamètre dans lesquels devaient passer les câbles de post-tension.

Et pour débloquent les gaines, on devait mobiliser plusieurs grues. Du haut des consoles, on utilisait des perceuses pour atteindre l'accumulation d'époxy qui empêchait les câbles de passer.

Quelquefois, il fallait descendre une mèche jusqu'à 45 pieds de profondeur avant d'atteindre cette accumulation et, de là, il fallait mettre une heure pour passer au travers d'un pouce d'époxy. Dans certains cas, on a dû mettre jusqu'à une semaine complète pour libérer une seule gaine.

En tout, on calcule que \$27 millions ont été utilisés uniquement pour ces opérations de débloquentage.

A un moment, il avait été dit que des ouvriers olympiques étaient délibérément des objets à l'intérieur des gaines pour les bloquer. Hier, M. Caza a évalué à environ 10 p. cent la proportion de bloquages attribuables au sabotage ouvrier.

Préfabrication

Plus tôt, hier matin, la commission s'était intéressée à la hausse vertigineuse des coûts de préfabrication au stade. Ces coûts avaient été estimés à quelque \$7 millions par la ville, en 1972, 10 fois moins que le coût final de \$70 millions!

Dès novembre 1974, toutefois, la firme Lavalin Inc. avait jugé les \$7 millions de la ville irréalistes et y avait allé pour sa part d'une estimation de \$41 millions. Et hier, le vice-président de Lavalin, M. Jacques Lamarre, a attribué à l'absence de plans disponibles au moment où il a fait son estimation, une partie de l'écart de \$29 millions par rapport au coût final.

Il faut dire aussi qu'en 1972, la ville comptait utiliser quelque 50.000 verges cubes de béton préfabriqué au coût de \$150 la verge cube et que le coût final indique que ces chiffres sont respectivement passés à 90.000 et \$811!

L'un des gros problèmes rencontrés au stade toutefois, c'était qu'aucune des pièces préfabriquées, dont certaines pouvaient peser jusqu'à une centaine de tonnes, n'était identique à une autre, de sorte qu'il fallait utiliser des moules différents chaque fois.

Plus du tiers de la hausse des coûts de préfabrication provient de l'usine Schockbéton de Saint-Eustache, où les estimations de \$16 millions de 1972 étaient de \$29 millions inférieures au coût final de quelque \$45 millions. Hier, M. Lamarre a toutefois précisé que Schockbéton avait produit près de deux fois plus de pièces qu'elle ne devait originalement en produire.

Quoi qu'il en soit, le stade a fini par coûter \$612 millions aux contribuables québécois, qui peuvent se vanter de posséder la construction la plus dispendieuse au monde...

Je viens de tuer ma femme

Après l'audition de seulement trois témoins, le coroner Maurice Laniel a trouvé criminellement responsable de la mort de son épouse, M. Francesco Mastronunzio, âgé de 35 ans, qui avait été appréhendé le jour même de l'attentat alors qu'il tentait de fuir les lieux d'un accident, dans le Vieux-Montréal.

Le témoin important, qui est gardé sous observation à l'institut Pinel, assistait à l'enquête, mais n'a pas été appelé à témoigner.

Selon le Dr André Lauzon, qui a effectué l'autopsie sur le corps de la victime, Mme Giuseppina Mastronunzio, âgée de 30 ans, celle-ci est décédée de plusieurs coups de couteau qui lui ont transpercé la gorge.

Dans son témoignage, le pathologiste a dit avoir noté dans la région du cou plusieurs marques qui laissent croire que l'assassin aurait tenté d'étrangler la jeune femme.

Par la suite, l'agent John Kotyko, de la police de la CUM, est venu raconter qu'il avait appréhendé M. Mastronunzio, le 29 mars dernier, à la suite d'un accident, à l'angle des rues Bonsecours et Notre-Dame.

Or, c'est une fois reconduit au poste de police que le jeune père de deux enfants en bas âge aurait avoué son crime à l'agent.

«Je n'ai pas dormi depuis trois ou quatre jours... je viens tout juste de tuer ma femme...», aurait dit le prévenu à l'agent.

La musique entre à l'usine

par Georges LAMON

«J'aime vraiment ça. Tout ce qui nous manque ici ce midi, c'est une bonne bouteille de vin et une chandelle. Car il faut quand même admettre que c'est une musique à écouter assis confortablement.»

M. Robert Mallette, électronique Chez Imperial Tobacco depuis 21 ans, est venu comme la plupart des employés de cette usine de cigarettes, assister, pendant son repas de midi, à un concert en dinant de l'Orchestre de chambre McGill que subventionne d'ailleurs le Conseil du Maurier des Arts d'interprétation, via Imperial Tobacco.

Certes, M. Mallette ne se considère pas comme un mélomane averti, mais il sait à l'occasion apprécier la belle musique, cette musique qui doit livrer une rude bataille à la vague «Pop Disco» et quoi d'autre encore qui fait la joie des plus jeunes.

Disons qu'il ne s'agit pourtant pas d'une première puisque déjà en 1975 on avait tenté l'expérience qui avait été très appréciée.

Même si notre quadragénaire admet que ces genres de concert qui agitent les heures de détente des employés dans certains pays européens, aident surtout à «faire aimer la musique



Ce n'est pas commun de voir au Québec un orchestre se déplacer pour aller jouer devant des employés d'usine. Et pourtant, à l'usine de l'Imperial Tobacco, fabricant de cigarettes, on a innové. C'est ainsi que hier midi, les quelque 700 employés (production et administration) avaient droit à un dîner en musique, avec le concours de l'Orchestre de chambre McGill, d'ailleurs subventionné via Imperial Tobacco par le biais du Conseil du Maurier.

classique», il déplore, en retour, qu'on n'ait pas choisi «des morceaux un peu plus connus».

Pourtant le programme d'une heure était assez varié. On y trouvait du Haydn, du Vivaldi, du J.S. Bach, de Claude Champagne, du Arensky et du Britten. Mais, il est évidemment bien difficile de contenter tout le monde... ou du moins ceux qui savent apprécier «la bonne musique».

Certains employés de la production n'avaient pas non plus manqué de déplorer le fait que leur heure de repas ne tombait pas en même temps que ce concert ou les treize musiciens et un siffleur

hors pair, le Dr Jack Cohen, avaient su capter autant l'intérêt de ces hommes et ces femmes venus les écouter.

D'autres, par ailleurs, qui avouaient en toute humilité, «ne pas connaître la musique classique», y retrouvaient, pourtant des airs connus.

«C'est intéressant, me confiaient ces deux employés, malheureusement on n'a guère eu le temps de l'apprécier, notre heure de repas ne coïncidait pas avec ce concert.»

Car la plupart des employés de la production n'ont qu'une demi-

heure pour prendre leur repas de midi.

Une employée dont l'heure de repas venait de se terminer avec le début du concert, à 11h45, parlait pourtant déçue: «J'aurais aimé écouter cette musique, précautionnée, ça m'aurait changée du bruit de ma machine.»

Même si les musiciens et le siffleur surtout, s'en étaient tirés avec brio sous la direction de M. Alexander Brott, il faut cependant admettre que la salle dans laquelle ils se produisaient ne se prêtait guère à ce genre de concert, en dépit de toute l'astuce des techniciens qui avaient installé des haut-parleurs.

D'ailleurs, les murmures dans la salle et le bruit des plats et des assiettes qui s'entrechoquaient ne rendaient pas hommage à ces artistes qui furent pourtant ovationnés par ce public ordinaire qui avait su apprécier cette marque d'estime.

Les chauffeurs de la CTCUM vont «respecter la loi»

par Lisa BINSSE et Madeleine BERTHAULT

Le transport entre les aéroports de Mirabel et de Dorval au centre-ville, interrompu depuis lundi, ne reprendra pas aujourd'hui puisque la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal a refusé le compromis que lui avait soumis la Fraternité des chauffeurs d'autobus, hier en fin d'après-midi.

Normand Hamelin, le président de la Fraternité expliquait tard hier soir que les chauffeurs auraient accepté de reprendre le travail, avec les mêmes méthodes contestées de perception à condition que celles-ci soient mises à l'étude et à condition que la CTCUM accepte de payer le salaire de la trentaine de chauffeurs qui auraient dû travailler lundi mais qui ont été mis à pied. C'est cette dernière condition qui fut refusée par la CTCUM.

L'exécutif de la Fraternité réuni hier soir a donc décidé de commencer à faire des pressions sur la CTCUM dès ce matin, entre autres en respectant la loi et le code de la route à la lettre, «contrairement aux habitudes de la CTCUM».

Interrogé sur l'ampleur du mouvement et sur les conséquences que cela peut avoir sur le public voyageur, M. Hamelin a dit que question de stratégie, il ne pouvait être plus précis, mais que, chose certaine, tout le monde allait s'en apercevoir!

Rappelons que lors d'une assemblée spéciale mercredi, 500 des 3.600 membres de la Fraternité avaient donné un mandat en blanc unanime à leurs dirigeants

syndicaux pour utiliser tous les moyens disponibles, y compris la grève générale, pour régler la dispute.

Le clou de cette dispute qui a éclaté lundi avec l'interdiction de l'aéroservice et la suspension de 39 chauffeurs est l'actuel mode de perception des passagers.

Le service a été interrompu par la commission de transport après le refus des chauffeurs de percevoir l'argent des passagers. La Fraternité soutient que le système en vigueur est inadéquat et sujet à erreurs et exige que l'argent soit perçu par les agents de terminus.

Cette dispute entre les chauffeurs affectés à l'aéroservice et la CTCUM a commencé le 23 février alors que 13 chauffeurs et cinq agents de terminus étaient suspendus après avoir été accusés de vol. Depuis, 13 ont été réintégrés et blanchis. Cinq sont toujours sans emploi.

Par contre, de déclarer M. Hamelin les 13 personnes réinstallées dans leurs fonctions ont été menacées de congédiement si d'autres erreurs du même genre étaient commises.

Or, avec le système en vigueur, d'ajouter M. Hamelin, il arrive souvent que le nombre de passagers d'un voyage ne concorde pas avec le montant d'argent perçu par le chauffeur. «Ce n'est pas du vol. C'est le système qui n'est pas bon».

Le président de la Fraternité s'explique mal que la CTCUM ait elle-même présenté un document au syndicat qui comportait certains éléments valables pour modifier la perception des passagers et décidait par la suite de le retirer.

Johnson trouve la «perle rare» pour l'Office de la construction

par Pierre VENNAT

C'est à un jeune conseiller en relations industrielles de Montréal, M. Jean-Yves Gagnon, qui s'est surtout fait connaître dans les milieux patronaux de la construction, que le ministre Pierre-Marc Johnson a confié la responsabilité écrasante de présider l'Office de la construction du Québec, considéré par plusieurs comme un panier de crabes.

M. Jean-Yves Gagnon, qui depuis quelques mois était président de la Régie des entreprises en construction du Québec, avait été auparavant directeur des relations du travail de l'Association de la construction de Montréal et un des principaux négociateurs

patronaux lors des premières négociations sectorielles de la construction au début du régime Bourassa.

Par la suite, il avait été notamment gérant général de l'Association des employeurs de la Baie James. Considéré comme un homme intègre, respecté même de ses interlocuteurs syndicaux, M. Gagnon, qui est diplômé des universités Laval et de Montréal en sociologie et relations industrielles, a également servi comme conseiller spécial auprès de la Commission Cliche. Ceux qui le connaissent savent que c'est un homme calme.

Perle rare

Le choix de M. Gagnon met fin à la recherche de «la perle rare» qui avait débuté avec la démission de l'ex sous-ministre Réal Mireault, à la suite des diverses enquêtes du vérificateur général sur l'OCQ et ses dirigeants après une série d'articles parus dans «Le Devoir» mettant en doute leur capacité de diriger.

Le sous-ministre adjoint Guy Lapointe, du ministère du Travail, qui dirigeait l'OCQ par intérim depuis le départ de M. Mireault, devient membre du conseil

d'administration de l'OCQ, de même que M. Gill Fortier, qui est président et directeur-général de la Régie des rentes du Québec.

Ces trois nominations, annoncées hier par le ministre Pierre-Marc Johnson, devaient enfin permettre à l'OCQ, frappé de torpé depuis le début de l'enquête du «Devoir» il y a plusieurs mois, de recommencer à fonctionner adéquatement. Il concrétise également l'emprise gouvernementale sur l'organisme.

Quant aux deux commissaires nommés par l'administration Bourassa, MM. Jacques Brûlé et Roger Carboneau, ils conservent leur poste jusqu'au 31 juillet 1980. Originellement, ils avaient été nommés pour 10 ans, mais selon la nouvelle loi 110, le mandat des dirigeants de l'OCQ n'est plus que de cinq ans, ce qui fait que le mandat prendra alors fin. De toute façon, minoritaires au sein du conseil d'administration, ils se trouveront, en pratique, privés de presque tout pouvoir, d'autant plus que leur mandat n'a plus que quelques mois à courir.

A la Régie des entrepreneurs du Québec, c'est M. Denis Provost, actuellement vice-président, qui remplira, pour le moment l'intérim.

Savez-vous...
ALWIN'S
VEND LES PRODUITS
MARANTZ
SPECIALISTES DU SON
1020 OUEST, SAINT-CATHERINE
937-3547

GRANDE LIQUIDATION
LE PUBLIC EST INVITE A VISITER
LA GALERIE ROYALE
OU UNE MAGNIFIQUE SELECTION
DE PEINTURES A L'HUILE ORIGINALES
SONT SACRIFIEES
A DES PRIX ABSOLUMENT RIDICULES.

VOICI QUELQUES EXEMPLES AU HASARD:

\$90 (Ord.: \$275.)	\$35 (Ord.: \$90.)	\$150 (Ord.: \$425.)	\$215 (Ord.: \$625.)	\$60 (Ord.: \$200.)	\$50 (Ord.: \$150.)
------------------------	-----------------------	-------------------------	-------------------------	------------------------	------------------------

ENCADREMENTS LUXUEUX INCLUS DANS CES PRIX
OUVERT: Lundi au jeudi 9h à 18h. Vendredi 9h à 21h. Samedi 9h à 17h.
1420 ouest, rue Sherbrooke Tél.: 845-4383

CHARGEX
VISA
AMERICAN EXPRESS

éditorial

PAUL DESMARAIS
président du conseil d'administration

la presse

ROGER LEMELIN
président et éditeur

FERNAND ROY
vice-président exécutif

JEAN SISTO
éditeur adjoint

YVON DUBOIS directeur de l'information
MARCEL ADAM éditorial en chef

De la nocivité des campagnes électorales

Déclenchée il y a une douzaine de jours, la campagne électorale démarrait en trombe dès le lendemain, les protagonistes se lançant dans la course comme des coureurs de fond surexcités par une série de faux départs.

Depuis quelques années, j'émet des réserves à chaque élection sur l'utilité des campagnes électorales au plan démocratique et j'explique pourquoi je ne commente pas assidûment le coup pour coup de la bataille. Ce qui ne m'empêche pas, à l'occasion, d'intervenir pour dénoncer des abus, commenter des idées intéressantes — ça arrive — ou des événements significatifs.

La nature du débat électoral en cours n'a rien pour me faire réviser mon attitude au sujet de cette opération propagandiste.

Les élections sont une affaire importante et sérieuse. C'est pourquoi je me méfie des campagnes électorales qui les précèdent parce qu'elles ont généralement pour résultat de discréditer et de fausser dans une certaine mesure le sens, la noblesse, voire le caractère sacré de ce temps fort de la vie démocratique.

Si elles ne sont pas, comme les élections, nécessaires, du moins dans leur format actuel,

les campagnes électorales sont néanmoins si ancrées dans nos moeurs politiques que je ne m'attends pas de les voir disparaître bientôt. Ce n'est pas une raison pour ne pas s'en méfier.

Dans notre système, les hommes politiques sont toujours en campagne électorale, eux qui se mettent en frais de conquérir l'opinion publique dès le lendemain d'une élection.

Avant l'avènement des techniques de communication, la campagne électorale pouvait se justifier: le parti ministériel rencontrait les électeurs pour rendre compte de son mandat et promettre de faire davantage, cependant que les partis adverses critiquaient ses réalisations et s'engageaient à faire mieux; de plus les chefs de partis profitaient de l'occasion pour entrer en contact avec une population qui, dans l'ensemble, ne pouvait les connaître que par les assemblées publiques.

Aujourd'hui les media tiennent constamment en rapport les hommes politiques et la population. Leurs faits et gestes sont épiés, rapportés et commentés quotidiennement et ceux-ci n'échappent à aucun électeur qui veut y prêter attention.

Le phénomène de la communication instantanée permet donc aux hommes politiques

d'agir tous les jours en vue des prochaines élections, et aux électeurs de juger leur comportement dans le cours ordinaire de la vie politique, de se former sur eux une opinion raisonnable, à la faveur d'une maturation lente.

La campagne électorale proprement dite constitue en fait le sprint final d'une campagne qui avait débuté trois, quatre ou cinq ans plus tôt. Un citoyen intelligent et le moins éveillée à la chose publique se laissera-t-il influencer par cette foire d'empoigne, cette lutte effrénée, disgracieuse, qui fait ressortir ce qu'il y a de moins noble chez ceux qui s'y livrent? Écouterait-il cette propagande massive qui s'introduit par effraction dans l'esprit des électeurs, qui tente de défaire en deux mois, par des promesses, irréalistes et souvent imprudentes, des demi-vérités, de la contre-information et souvent des mensonges, une opinion publique qui a pris plusieurs années à se former normalement après avoir jugé l'arbre à ses fruits?

En fait, je ne connais pas de gens un tant soit peu attentifs à la vie politique qui aient changé d'opinion à l'occasion d'une campagne électorale. Ça ne rend pas meilleures pour autant les tentatives pour y arriver. Mais il y a les indécis, objectera-t-on, qui font ordi-

nairement la différence. Je sais que ce sont eux que visent principalement les partis politiques au cours d'une campagne électorale.

Ces indécis, qui n'ont pu se faire une opinion après plusieurs années d'une activité politique considérable et envahissante qui aurait dû les déterminer plus tôt à se brancher, sont des gens qui voteront en méconnaissance de cause et sûrement pour une mauvaise raison s'ils font un choix à l'occasion d'une campagne électorale qui n'éclaire rien et brouille tout. Pour les partis qui en profitent ce sont des votes mal acquis et la formation qui est élue grâce à eux triomphe sans gloire parce qu'elle doit sa victoire à des gens qui la connaissent mal.

Tout cela pour dire que l'opinion que les citoyens avaient sur les partis politiques ou leurs chefs la veille du déclenchement des élections — puisqu'on vote davantage aujourd'hui pour eux que pour des candidats locaux — c'est celle-là qui était la bonne.

Ceux qui n'en avaient pas à ce moment-là risquent de fausser le sens du scrutin en votant sous l'effet d'une intoxication.

Marcel ADAM

bloc-notes

Joyal dévouement

La politique est probablement la carrière la plus sérieuse qu'on peut le moins prendre au sérieux. Il faut reconnaître que les hommes politiques sont largement responsables de leur réputation de versatilité. Cette réalité vient d'être illustrée pour la onzième fois.

M. Serge Joyal, ex-candidat défait à la mairie de Montréal, a confirmé mercredi qu'il se porte candidat libéral aux élections fédérales dans le comté d'Hoche-la-Maison. Il faut se rappeler que ce brillant jeune politicien avait suspendu ses activités au sein de ce même Parti libéral, l'automne dernier, pour prendre la direction du GAM (Groupe d'action municipale) et mener la lutte au Parti civique du maire Drapeau. «Je ne me représenterai pas à Ottawa, disait-il alors, quel que soit le résultat de l'élection de Montréal. Et si je ne suis pas élu, je ferai comme René Lévesque qui est resté hors de la Chambre pendant six ans.»

Pourquoi M. Joyal a-t-il changé d'opinion non pas après six ans mais après six mois? Cet ex-député contestataire a expliqué que «le débat le plus important du siècle va commencer immédiatement après les élections fédérales».

les et que son rôle le plus utile sera à Ottawa». On peut faire remarquer à M. Joyal, sans insolence, que «ce débat du siècle» (le référendum) était prévu bien avant sa défaite aux élections municipales. M. Joyal, qui passait pour un rebelle dans le Parti libéral, veut-il insinuer qu'après bien des déchirements intérieurs il accepte de retourner dans le Parti libéral et à Ottawa pour mener le combat du siècle au nom de l'unité canadienne? Un dévouement qui force un homme public à renier ses engagements les plus récents et les plus formels confine à l'abnégation, et est digne de mention.

Il est amusant cependant de se rappeler ce que le grand dramaturge George Bernard Shaw disait dans le Bréviaire du révolutionnaire: «L'abnégation n'est pas une vertu c'est seulement l'effet de la prudence sur la canaille.» Bien sûr, il n'est pas question d'assimiler M. Joyal à une canaille. Mais on peut tout de même prendre avec un grain de sel le dévouement de ceux qui «sacrifient» une vie obscure et besogneuse à la publicité et à la rétribution de la carrière politique.

Ivan GUAY

Poète et révolutionnaire

La pendaison de Zulfikar Ali Bhutto, ex-premier ministre du Pakistan, a semé la consternation aux quatre coins du monde. De Washington à Moscou, de Pékin à Ottawa, en passant par l'Arabie Saoudite, Paris, Londres et Stockholm, les appels à la clémence ont afflué, mais en vain. Le président du Pakistan, le général Zia-ul-Haq, a soutenu, jusqu'à la fin, qu'«aucun homme n'est au-dessus de la loi» et qu'il fallait que la justice suive son cours.

Si M. Bhutto a vraiment tenté d'organiser l'assassinat d'un adversaire politique, et s'il est vraiment le meurtrier du père de cet adversaire, on ne peut évidemment pas nier la gravité de son crime, et l'exécution de la sentence s'explique, même si la plupart des pays civilisés s'érigent désormais contre la peine de mort.

Mais la preuve de la culpabilité de M. Bhutto n'a pas été clairement établie. La Commission internationale des juristes, à Genève, de même qu'Amnesty International et la Commission européenne entretiennent des doutes sérieux quant à l'équité du procès.

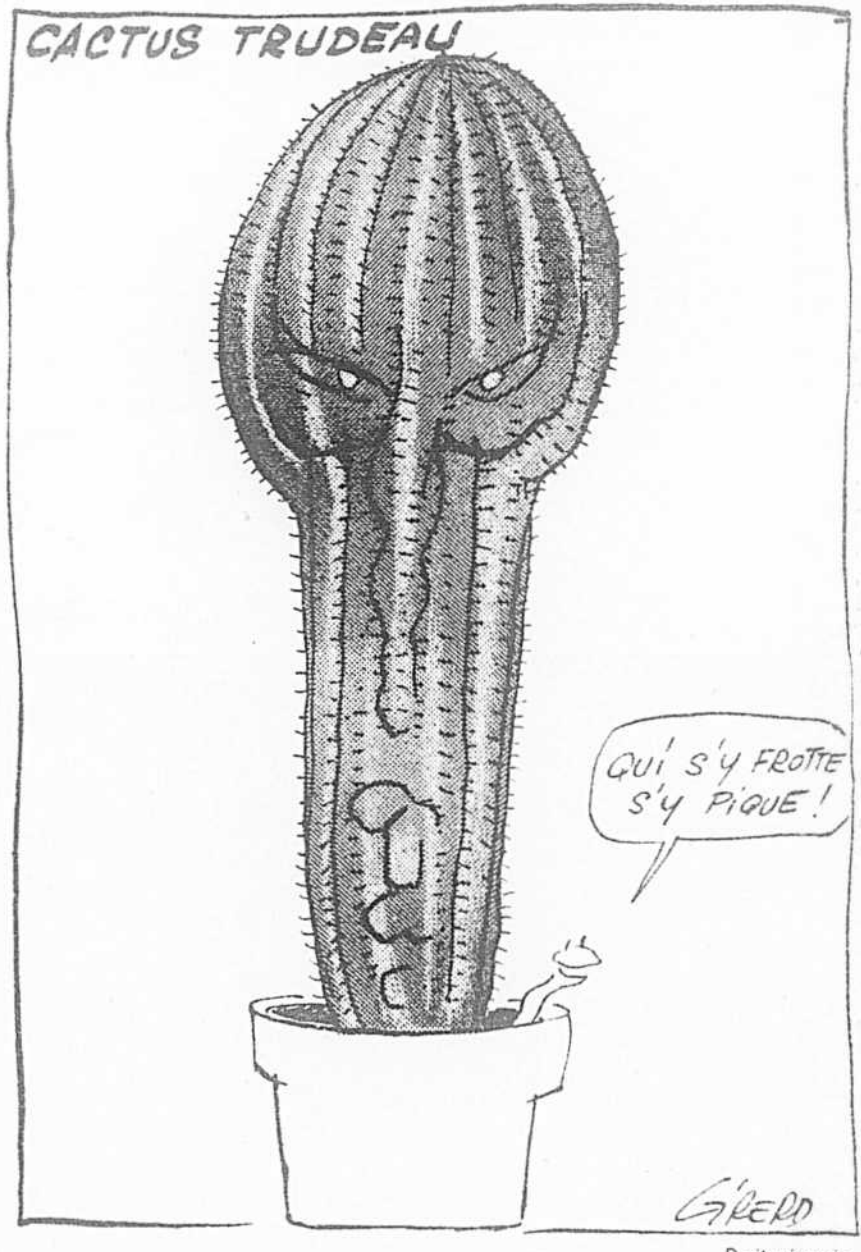
La défense a épuisé tous les recours. M. Bhutto aurait pu solliciter la grâce du président Zia, mais il a refusé de le faire, alléguant que pareille démarche eût

équivalu à un aveu de culpabilité de sa part, alors que, tout au long du procès, il n'a cessé de proclamer son innocence. Pareil stoïcisme devant la mort aurait dû ébranler le président Zia.

Premier civil à accéder à la tête de l'Etat, M. Bhutto a assumé le pouvoir à une époque particulièrement troublée de l'histoire de son pays. Il est possible qu'il ait commis des irrégularités et même le crime dont on l'a accusé. Mais il est également possible qu'il soit innocent ainsi qu'il l'a soutenu jusqu'à la fin. S'il est innocent — et l'histoire jugera — il aura été la victime de ce que Me Robert Badinter (qui a suivi de près le procès) appelle «un véritable assassinat politique». En pareil cas, c'est le général Zia qui serait l'assassin. Ce dernier aurait pu s'appuyer sur l'opinion mondiale pour commuer la sentence et sortir grand de ce triste imbroglio. Il a préféré braver l'opinion mondiale. Son entêtement démontre que, dans ce drame ténébreux, la vengeance s'est probablement substituée à la justice.

Avant de mourir, M. Bhutto a badigeonné son épitaphe sur les murs de sa cellule: «Un poète et un révolutionnaire, ainsi restera-je jusqu'à ce que mon dernier souffle s'échappe de mon corps.»

Jean PELLERIN



Droits réservés

Collaboration
spéciale

par Georges VIGNY

UNE FOIS qu'on a entendu tous les clichés colportés par les amateurs de «première fois»: «Pour la première fois en trente ans de guerre»; «Le pari de la paix»; «L'offensive de la paix est gagnée»; «Les fils d'Abraham enfin reconciliés»; «L'impossible paix devient réalité», etc.

Une fois qu'on a entendu l'expression virulente de toute l'animosité que cette paix égypto-israélienne a suscitée: «La trahison de Sadate»; «Le traître sera puni»; «La reddition à l'impérialisme»; «Nous frapperons le serpent à la tête», etc.

Une fois qu'on a totalement cédé au pharisaïsme et qu'on a mis toutes les réserves possibles et imaginables pour faire croire que la paix n'est pas la paix mais la guerre... que reste-t-il?

Il reste l'événement unique auquel la majorité de l'humanité a assisté en direct ou en différé, une cérémonie que notre génération actuelle n'avait encore jamais vue: la signature d'un traité de paix! Non pas un acte dit final qui ne finalise rien, non pas un accord de désengagement qui prélude généralement à une nouvelle crise, non pas de ces parchemins exprimant l'équilibre de la terreur, mais bien la paix, celle qui constitue l'aspiration des uns et le cheval de bataille des autres.

Ce 26 mars, sur la pelouse de la Maison-Blanche à Washington, on a signé le seul traité de paix majeur d'une génération et plus. Majeur par l'ampleur des forces en présence, par l'ampleur de ses implications, par les espoirs mis en ce traité, par son enjeu enfin qui nous

concerne tous. Les réserves, il y en a, il y en aura toujours, mais la première évidence à souligner est qu'il s'agit d'un événement sans précédent et sans équivalent. Ne pas avoir de réserves est stupide et dangereux; mais n'avoir que des réserves et nier la paix est malhonnête.

Des critiques contradictoires

Il n'est d'authenticité que relative et nul n'est en droit de se réclamer d'une quelconque orthodoxie et encore moins de se prévaloir d'une exclusivité toute illusoire. Qui est dans le vrai du Saoudien ou de l'Égyptien ou du Palestinien?

Anouar el-Sadate a fait un pari sur la paix et accordé priorité aux besoins urgents de l'Égypte; c'est précisément ce qu'on attend généralement d'un chef d'Etat ou de gouvernement et les seize mois de dures tractations établissent qu'il n'a pas pour autant abandonné les Palestiniens à leur sort. A partir de là, ses critiques nagent en pleine contradiction. Ainsi, Sadate n'avait pas de mandat pour négocier quoi que ce soit au nom des Palestiniens, dit-on; fort bien, mais alors pourquoi le dénoncer pour avoir abandonné la cause palestinienne?

Pourtant, Sadate n'a pas négocié la seule rétrocession du Sinaï; jusque dans son discours du 26 mars, sur la pelouse de la Maison-Blanche, il a répété son refus du fait accompli de la réunification de Jérusalem et, jusqu'à la dernière minute, c'est l'avenir de la Cisjordanie qui a failli bloquer les négociations.

Ce qu'il a obtenu est dérisoire, rétorque-t-on. Mais alors, il aurait fallu ne pas le laisser seul dans la négociation, d'autant plus que le traité signé dit, en son préambule, que ce document est censé servir de cadre et de base pour tout accord éventuel entre Israël et les autres

pays arabes. On ne peut logiquement accuser quelqu'un de deux «crimes» contradictoires: de négocier sans mandat pour une cause et de n'avoir rien obtenu qui cadre avec les revendications des tenants de cette cause.

Ce qui est reproché au fond à l'Égypte, c'est d'avoir manqué à la solidarité arabe. Mais peut-on imposer la solidarité qui, par définition, ne peut être que volontaire?

De toute façon, les amateurs d'unanimité de façade et de consensus négatif (hier contre Israël, aujourd'hui contre l'Égypte) savent pertinemment que cette sorte de solidarité imposée est à la manière d'une planche vermoulue: elle se dérobe au premier pas. D'autant plus qu'à Bagdad, les décisions prises ne sont tout simplement pas décisives à l'exception sans doute de la rupture des relations diplomatiques officielles (et officielles seulement) et du déplacement du siège de la Ligue arabe du Caire à Tunis.

Les «recommandations» concernant les domaines concrets sont une manière de gargarisme, d'autant plus que l'Égypte est pratiquement autosuffisante en ce qui regarde le pétrole, et son commerce n'est pas lié au monde arabe. Les crédits? On peut imaginer que les États-Unis, le Japon, l'Allemagne fédérale et/ou le FMI se substitueront avantageusement aux pourvoyeurs arabes même en mettant les choses au pire, c'est-à-dire l'arrêt de l'aide saoudite.

Comment peut-on susciter une véritable unité antiégyptienne devant donner une leçon à Anouar el-Sadate sans «pénaliser le peuple égyptien»? Comment peut-on imaginer que l'Égypte

soit isolée, elle qui a souvent servi de locomotive aux thèses arabes à travers le monde? Faut-il être naïf pour croire que des régimes paniqués par les ondes de choc de la crise iranienne peuvent, à leur initiative, susciter une déstabilisation de l'Égypte?

Yasser Arafat ne s'y est pas trompé, dit-on, et n'a pas participé à l'adoption des «décisions» de Bagdad, réclamant toujours des sanctions extrêmes. Mais l'OLP se sent-elle mieux soutenue après la réunion de Bagdad qu'elle ne l'était avant?

La dimension historique

Des réserves? Il y en a tant et tant! En tête de liste et principalement, il y a l'implication des États-Unis qui, aujourd'hui, constituent bien une troisième partie contractante même si Jimmy Carter n'a signé qu'à titre de témoin. Il ne s'agit pas des seuls milliards en jeu et des promesses de livraisons d'armes sophistiquées en quantité qui dépassent celles des livraisons en temps de guerre. A cela on répondra, comme M. Cyrus Vance, que «c'est à court terme» (trois ans) et que ça promet un long terme qui chante. On pourra tout aussi bien répondre que ces armes sont peut-être destinées à d'autres théâtres d'opérations possibles...

La réserve concerne plutôt la nature de l'implication américaine: négociateur principal plus qu'intermédiaire, l'Américain est aussi garant du traité de paix bien plus que témoin. Ça rassure peut-être Israéliens et Égyptiens jusqu'à un certain point, mais ça devrait aussi inquiéter: les priorités des trois pays ne sont pas nécessairement les

mêmes, et de toute façon, Washington risque à court terme d'avoir à choisir entre ses obligations de «leadership» mondial et celles de garant de ce traité, bilatéral jusqu'à nouvel ordre.

Le danger n'est pas de voir Israël ou l'Égypte faillir à tel article du traité; ce danger peut être évité; c'est plutôt de voir les États-Unis happés par des événements majeurs ou non seulement ils auraient ce boulet israélo-égyptien au pied mais devraient d'abord convaincre une opinion américaine de plus en plus récalcitrante devant tout engagement direct à l'étranger.

Le fait est que le traité signé le 26 mars à Washington s'inscrit dans le cadre de la contre-offensive américaine dans la région ravagée par un séisme iranien de magnitude sans équivalent à l'échelle diplomatique et politique courante.

Avec une pensée politique linéaire ou l'émotivité est très difficile à quantifier, les États-Unis risquent de commettre des maladroites ravageuses et de renouer avec cette habitude spécifique américaine qui consiste à assumer que ce qui est bon pour eux l'est pour tous.

C'est finalement à Israël et à l'Égypte qu'il appartiendra de faire l'apprentissage de la paix, sans illusion certes mais avec la conviction que chaque pas est une maille de plus dans le tissu de relations humaines encore à inventer. Est bon ce qui fonctionne... C'est dans la mesure où ils apprendront à vivre avec cette paix encore sous caution que celle-ci atteindra sa vraie dimension historique, acquérant un caractère d'exemplarité susceptible d'attirer les autres partenaires indispensables.

Le «charriage idéologique» de la CEQ

Au Bureau national de la CEQ.

Nous vous retournons par la présente les copies de la dernière livraison de la revue «Ligne Directe» (Vol. 7 - No 3) intitulée «Le CEQEP interdit aux enfants de la classe ouvrière».

Sans porter de jugement sur le fond de cet article, nous nous élevons en faux contre le manque de nuance et le charriage idéologique de la page couverture. Nous avons décidé ce matin en assemblée générale de retourner à la CEQ tout document s'inspirant de la grille d'analyse marxiste que la CEQ pourrait nous faire parvenir à partir d'aujourd'hui.

«Le CEQEP est interdit aux enfants de la classe ouvrière», nous dites-vous... Mais la CEQ va-t-elle nous dire une fois pour toutes qui fait partie de cette classe ouvrière? Le plombier, le boucher, le cultivateur, la ser-

veuse, la secrétaire, le travailleur de la construction, etc., sont-ils des ouvriers, des travailleurs, des prolétaires ou des bourgeois? Nous sommes très inquiets pour nos propres enfants, car nous nous demandons si nous sommes des ouvriers ou des bourgeois; le CEQEP est-il à la veille d'être interdit aux enfants des enseignants parce que la CEQ «politiquement» nous a classés définitivement du bon côté en terme de classe sociale? Et vous, chers «camarades» du B.N., «camarades» du conseil général de la CEQ, où vous classez-vous? Prolétaires, ouvriers ou bourgeois? Il serait grandement temps de nous éclairer là-dessus.

Vos documents (question nationale, proposition d'école, ligne directe, sommet économique) s'inspirent toujours de la même

salade indigeste. Il serait temps, ne pensez-vous pas, dans l'optique d'un syndicalisme de masse (à moins que ce ne soit qu'un slogan électoral) d'aller voir ce que pense la masse sur la grille miracle qui explique tous les problèmes de la société québécoise?

Vous avez refusé d'aller au sommet économique de peur d'être récupéré par le gouvernement. Le résultat prouve que vous avez eu tort. Mais pendant ce temps, cher Bureau national, vous êtes en train de vous faire royalement récupérer par la petite chapelle marxiste à la solde de notre Centrale et grassement payée par nos cotisations.

Après avoir changé le vocabulaire, l'approche, le style, l'image et les autres «bélles», ne serait-il pas temps de faire un véritable syndicalisme de masse (promesse électorale) et de

vérifier honnêtement auprès de la masse si l'idéologie céquiste reçoit actuellement un appui massif?

Malgré tout ce qui précède, nous continuons à espérer que «Ligne Directe», grassement payée par nos impôts syndicaux, reflète à l'avenir un peu moins l'idéologie du «groupuscule éclairé» et un peu plus l'idéologie de la MASSE!!!

Syndicalement vôtres,
Michèle Germain; Claudette Lachance; Annette Montpetit; Francine Léger; Louise Asselin; Denise Lafrenière; Irène Champagne; Robert Mainville; Micheline Joly; Jacqueline Roy; Véronique Mercier; Claudette Faucher; Jeannine Chartier; Jeanne-d'Arc Demers

(Enseignants de l'école Saint-Donat)

En vrac

Enfin, de la publicité utile!

La publicité omniprésente, les techniques poussées de vente (étalage, musique d'ambiance, incitation auprès des enfants...) m'exaspèrent. Que de temps, d'énergie et d'argent (qu'on soutire de ma poche via les produits que j'achète) consacrés à me convaincre d'acheter tel savon ou tel dentifrice, telle céréale trop sucrée, telle tablette de chocolat ou tel gâteau néfaste pour ma santé ou pour celle des miens. Ça me révolte.

Mais, depuis peu, la publicité a su me rallier. Oui, vive la publicité si c'est pour vanter fruits et légumes bons pour ma santé, si c'est pour me mettre en garde contre les dangers qui me guettent dans mes actes quotidiens de consommatrice et, surtout, si c'est pour me familia-

riser avec le monde des handicapés.

Quelques messages m'ont ravie dernièrement: celui du petit garçon qui aide un handicapé en fauteuil roulant, cet autre du handicapé qu'on intègre et apprécie en milieu de travail et enfin celui de la petite fille, déficiente mentale, qu'un enfant invite à partager ses jeux.

Bravo au ministère des Affaires sociales qui concourt ainsi à changer positivement l'attitude des gens envers ceux qui, bien que handicapés, ont les mêmes droits que moi, mais qu'on oublie et néglige si souvent. C'est en changeant d'abord les mentalités qu'on parviendra à modifier aussi les comportements.

Louise CHEVRIER-BRISSON
Dorion

Einstein croyait-il en Dieu?

Monsieur Jean Pellerin
Editorialiste
Monsieur,

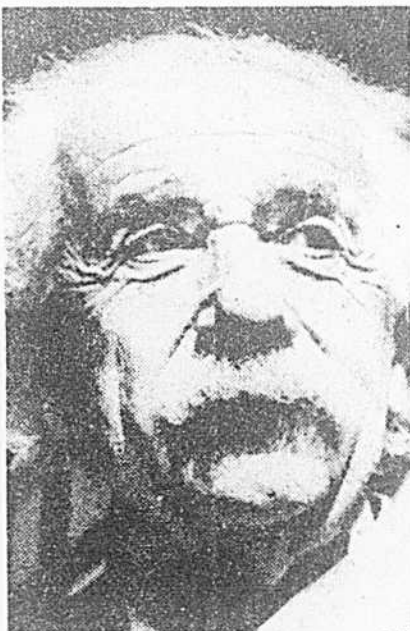
Enfin, par le truchement de Jean Pellerin, editorialiste, LA PRESSE vient de panégyriser Albert Einstein (24 mars 1979). Signe des temps. Car je me souviens qu'à la mort du grand homme, ce journal avait rapporté l'événement en quelques lignes reléguées au fond d'une page intérieure, lui accordant en fait tout juste l'espace habituellement réservé à un chien égaré. Il m'apparut alors que la mort du père de la relativité, considérée ainsi comme un vulgaire fait divers, intéressait moins le public qu'un bon vol de banque ou un crime crapuleux qu'on trouve toujours en larges lettres manchettes à la une (1).

Einstein était d'une rigueur intellectuelle et scientifique qui n'admettait pas de compromis. Sa vie durant, il fut en butte aux critiques malhonnêtes, à l'ignorance, à la malveillance et à la sottise dont, précisément, le cardinal O'Connell fut un digne représentant. Einstein mérita en plus la hargne, le mépris et la haine des bien-pensants qui le considéraient, de bonne foi sans doute, comme un athée. Tout cela n'entamait pas la sérénité d'Einstein puisqu'il savait que les gens qui se prétendent barbares de foi ignorent tout de la foi, de Dieu et de l'athéisme. Car n'est pas athée qui veut, et n'est pas nécessairement croyant non plus qui se contente de proclamer sa foi sans l'incorporer à son comportement.

Quand vous dites, mon cher Pellerin: «Einstein croyait en Dieu», c'est énorme et c'est court. J'ajouterais: vous trompez vos lecteurs sciemment ou naïvement. Si vos recherches sur Einstein vous ont laissé l'impression que le grand savant «croyait en Dieu», eh bien, vous n'avez pas saisi grand-chose à sa philosophie. (2).

Côté humanisme, vous est-il possible de concevoir un individu qui a accédé à son autonomie intellectuelle, à son déterminis-

me psychologique au point de pouvoir communier harmonieusement avec l'univers cosmique? Si un tel exercice de visualisation est en votre pouvoir, vous constaterez qu'un tel homme s'est délivré des contraintes, des craintes, des illusions et des rêves découlant d'une perception anthropomorphe de l'univers. Einstein était l'un de ces hommes. Il était profondément religieux dans le sens étymologi-



Albert Einstein

que du mot. D'autant plus religieux qu'il n'avait dépassé le cycle évolutif caractérisé par une foi naïve, puérile, grossière à des religions, toutes d'essence primitive, qui veulent une divinité tutélaire ou un dieu personnel.

Ne l'oublions pas: la quintessence de l'aliénation pour un homme consiste à considérer ses propres projections psychologiques comme des réalités extérieures à lui-même. Dans les cas extrêmes, on appelle cela paranoïa et schizophrénie.

Einstein a avoué lui-même que, sur la plan de la philoso-

phie, il avait fortement été influencé par Spinoza. Pour l'un comme pour l'autre, Dieu est immanent en ce sens que la précession des causes et des effets nous permet de remonter à la première cause qui est cause de soi et dont tous les effets successifs en retiennent l'essence même.

Ainsi s'exprime Spinoza: «Dans l'âme, il n'existe pas de volonté absolue — autrement dit libre — mais l'âme est déterminée à vouloir telle ou telle chose par une cause qui elle aussi est déterminée par une autre, et cette autre à son tour par une autre, et ainsi de suite à l'infini». (Cf. L'Éthique: Théorème XLVII) Ce déterminisme causal nous fait donc, selon Spinoza, participer de l'essence même de Dieu puisque nos actes, nos pensées procèdent en dernière analyse de la cause première ou de Dieu sans que nous puissions exercer librement le moindre choix.

Voici, dans une voie analogue, ce que dit Einstein: «Je ne crois point du tout à la liberté de l'homme dans le sens philosophique. Chacun agit non seulement sous la contrainte extérieure mais aussi conformément à une nécessité intérieure.» Il ajoute: «Je ne peux pas me figurer un dieu qui récompense et punisse les objets de sa création et qui enfin possède une volonté de même espèce que celle que nous expérimentons en nous-mêmes. Je ne veux pas et ne peux pas non plus concevoir un individu qui survit à sa mort corporelle: libre aux âmes faibles de se nourrir, par peur ou par égoïsme ridicule, de pareilles idées. Le mystère de l'éternité de la vie me suffit et la conscience et l'intuition de la construction admirable de l'être, ainsi que l'humble effort de comprendre une parcelle, si minime soit-elle, de la raison qui se manifeste dans la nature. (Cf. Albert Einstein: Comment je vois le Monde)

Enfin, Einstein n'est pas tendre pour ceux qui font de la recherche d'un bonheur égoïste le but de leur vie. Il dit:

«J'appelle... cette base morale l'idéal du troupeau de cochons» (...)

Si Einstein a pu dire à un rabbin qu'il «croyait au Dieu de Spinoza», c'est qu'il y croyait réellement, sincèrement et sérieusement — sans exaspération. Pour Einstein, il n'existait pas d'imbeciles mais seulement de pauvres gens affaiblis dans leurs illusions, leur ignorance et une carence perceptuelle qui contribuait à une forme d'aliénation sans espoir de soulagement.

Le mérite et la force d'Einstein résident dans le fait qu'il a libéré les hommes de l'esclavage subjectif de l'espace et du temps absolus — avec tout ce que cela pourrait comporter de bienfaits sur le plan évolution et civilisation si on introduisait le jeune enfant à la philosophie de la relativité et si on lui apprenait à devenir conscient de sa quatrième dimension. La discipline des quanta relie au phénomène espace-temps indique clairement la nécessité de nous débarrasser de nos béquilles taillées dans l'absolu qui nous empêchent de marcher vers notre destin d'hommes civilisés.

Einstein avait compris. Seul l'homme règlera le problème de l'homme.

Gérard DUMAS,
Laval Ouest

(1) Einstein est mort le 18 avril 1955 et l'annonce de son décès a paru, le même jour, en première page de la dernière édition de LA PRESSE sous un titre de trois colonnes et à côté d'une photo de deux colonnes. Le lendemain, la nouvelle du décès était reprise dans une page intérieure et on faisait l'éloge du grand physicien en page éditoriale.

(2) J'ai l'impression qu'il y a une contradiction dans vos propos. Votre lettre ne démontre-t-elle pas justement qu'Einstein croyait en Dieu?

J. P.

M. Lévesque est respecté en Ontario

Je sais que les Québécois sont tiraillés de tous les côtés, mais je vous écris pour vous dire que beaucoup de Franco-Ontariens sont convaincus qu'un «non» au référendum du Québec serait désastreux pour les Canadiens français de la diaspora, surtout si la question est plutôt soulevée.

Le petit peu de fierté et de courage qui nous reste serait anéanti. La visite triomphale de M. René Lévesque à Toronto le 22 mars 1979 a prouvé qu'il jouissait d'une grande popularité personnelle en Ontario. Cela s'explique facilement: les Ontariens respectent et même admirent tout politicien qui fait preuve de courage et je suis convaincu que, malgré les déclarations fracassantes de M. William Da-

vis, les Ontariens seraient prêts à dialoguer et à négocier plus volontiers avec quelqu'un comme M. Lévesque qu'avec tout autre homme politique actuel du Québec.

Après un séjour de près de dix-sept ans en Ontario, où j'ai été tout à tour ou simultanément étudiant, militaire, employé d'une multinationale, homme d'affaires et commissaire d'écoles, je sais que les Ontariens respectent beaucoup plus ceux qui se tiennent debout et ceux qui font preuve de courage se- rein, que les pleurnicheurs, les quémandeurs et les amateurs de négociations interminables toujours à recommencer.

Claude-Pierre VIGEANT
London, Ontario

«Vous reconnaissez-vous? ...»

Moi, prendre le temps d'écouter mes employés? Mais voyons donc, j'ai autre chose à faire! On est ici pour faire de l'argent, madame, pas pour se soucier du bien-être des employés! Ils sont payés pour travailler, un point c'est tout. Vous me dites que si leurs rapports avec la direction étaient améliorés, leur rendement serait souvent supérieur à ce pour quoi je les paie? Evidemment, mais ce serait de l'investissement à long terme, et moi, c'est le chiffre d'affaires d'aujourd'hui qui m'intéresse.

Mon attitude fait que le problème se répète avec mes successeurs? C'est vrai. Mais personne par le passé ne s'est soucié de m'ouvrir la voie, pourquoi le ferais-je? La compagnie en pro-

fiterait, à la longue? Qu'est-ce que vous voulez que ça me fasse; ce qui compte, c'est qu'on dise de moi que j'ai fait remonter le chiffre d'affaires de mon service, de la compagnie. Ce qui compte, c'est l'enrichissement du portefeuille; l'enrichissement intérieur, personnel, humain, je n'en ai que faire!

Je me demande pourquoi avoir intitulé cette lettre ouverte «Vous reconnaissez-vous»? Quel patron voudra se reconnaître? Alors, vous, employés, secrétaires, etc., vous reconnaissez votre patron? Trop souvent, malheureusement; pas toujours, fort heureusement!

Suzanne BLANCHET
L'Assomption

«La Presse» a manqué le bateau

Mercredi soir, 21 mars, je fus victime d'une légère crise d'orgueil et de fierté nationaliste. Lors de la remise des prix Juno, encore une fois un talent québécois raflait les grands honneurs de ce prestigieux jury national.

En effet, les prix Juno décernés par la Canadian Academy of Recording Arts and Science réservaient à Gino Vanelli, un gars de Ville d'Anjou, le prix pour la meilleure présentation vocale masculine de l'année (l'équivalent féminin revenant à Anne Murray de Nouvelle-Ecosse).

En plus de cet important mérite Gino partageait avec ses frères Joe et Ross Vanelli le prix Juno du meilleur producteur de

disques. Fier de voir que du talent québécois peut percer ailleurs qu'à l'Olympia de Paris, je m'interrogeais cependant sur la pauvre couverture que nous livra LA PRESSE de l'événement. N'eût été des deux lignes consacrées à Gino Vanelli dans un article du lendemain, l'heureuse nouvelle serait passée inaperçue dans votre journal.

Considérant que la musique est essentiellement universelle et que l'art qu'elle implique devrait éliminer les frontières linguistiques et nationalistes, j'aurais sûrement apprécié en connaître plus long sur cet auteur, chanteur, compositeur, producteur de chez nous.

Michel GAMACHE
Repentigny

Manque de nuances, de finesse...

M. Claude Gingras
LA PRESSE
Montréal

Monsieur,

Je lis LA PRESSE depuis nombre d'années et, forcément, comme j'aime bien la musique, je parcours également votre littérature. Je ne veux pas contester vos connaissances musicales: vous semblez différencier très bien les bonnes notes d'avec les fausses, etc...

Mais je trouve que vous manquez souvent de nuances, de fi-

nesse, de sensibilité d'esprit et de cœur. Ce qui vous semble à vous une critique sévère et drôle est pour le lecteur que nous sommes une critique grosse, même grossière. Il est vrai qu'il est plus facile, hélas! de voler en rase-mottes.

Le pianiste-compositeur André Mathieu dirait certainement avec beaucoup d'humour: «Modulez, M. Gingras, modulez!»

J. MOQUIN
Montréal

Le mépris du PQ, c'est du fascisme

Monsieur Sylvain Meunier, dans la page des lecteurs du 20 mars dernier, troque la plume de journaliste du Parti québécois pour celle de terminologue scandalisé. En effet, laissant la feuille finacée par les compagnies et qui s'intitule «Les Québécois de Bourassa et Crémazie», où il exerce régulièrement son objectivité politique, monsieur Meunier me demande si je connais bien le sens du mot fascisme. Il offre ensuite sa contribution à la définition de ce terme.

De toute évidence, monsieur Meunier s'est inspiré du Petit Larousse et du Petit Robert; j'accepte donc son choix et je consulte ces deux dictionnaires.

Dans le Petit Larousse illustré, édition 1975, à la page 419, on trouve la définition suivante de fascisme: «Régime établi en Italie de 1922 à 1945, fondé par Mussolini sur la dictature d'un parti unique, l'exaltation nationaliste et le corporatisme. Doctrine visant à substituer un régime autoritaire à un régime démocratique».

Par oubli peut-être, monsieur Meunier n'a pas fait allusion à la dernière partie de cette défini-

tion, celle qui parle d'une doctrine visant à substituer un régime autoritaire à un régime démocratique.

Voyons ce que le Petit Robert en pense. Le Petit Robert, édition 1973, à la page 686, nous propose la définition suivante:

«Fascisme: 1) Doctrine, système politique que Mussolini établit en Italie en 1922 (totalitarisme, corporatisme, nationalisme) 2) par ext. Toute doctrine tendant à instaurer dans un Etat une dictature de type mussolinien. «Toute forme de mépris, si elle intervient en politique, prépare ou instaure le fascisme» - Camus.

Peut-être par oubli, monsieur Meunier ne nous a pas rapporté la citation très pertinente de Camus.

Alors, voilà pour la contribution des dictionnaires. Mais puis-je nous ne sommes pas en Italie ni en 1922 et que les dictionnaires reproduisent le mot «fascisme», il ne peut donc être employé en rapport avec un gouvernement contemporain ou avec une décision actuelle que dans le sens «doctrine visant à substituer un régime autoritaire à un régime démocratique» et

dans le sens évoqué par le grand écrivain Albert Camus.

Voilà pourquoi j'avais parfaitement raison de poser la question suivante au conseil général du Parti libéral il y a quelques semaines et je la reproduis littéralement:

«Ils sont des centaines de milliers qui cherchent l'instrument d'action politique apte à rejeter de notre société l'intolérance de la loi 101 - nommez-moi un pays qui n'est ni fasciste ni autrement totalitaire, où l'Etat interdit à un citoyen d'utiliser aussi sa langue pour annoncer son commerce.»

De toute évidence, l'interdiction faite par l'Etat à un citoyen d'utiliser aussi sa langue, en plus de toute autre langue qui pourrait être imposée pour le bien commun, cette interdiction à un citoyen d'utiliser sa langue pour annoncer son commerce, est une «forme de mépris»; cette forme de mépris intervient en politique avec la conséquence si bien exprimée par Camus.

N'oubliez pas, monsieur Meunier, que cette intolérance, cette forme de mépris a été injectée dans la loi 101 au nom de «l'exaltation nationaliste» (voir définition de fascisme de Larousse plus haut) par un gouvernement qui agit dans un pays dé-

mocratique. La question que se pose une partie de la population est à savoir quelle est la priorité du Parti québécois, le nationalisme à tout prix ou les valeurs de libertés démocratiques. Cette question doit être posée. Maintenant.

Dans trop de pays, on a attendu qu'il soit trop tard pour commencer à dénoncer la véritable nature des gestes autoritaires qui érodent la démocratie et substituent lentement et subrepticement «un régime autoritaire à un régime démocratique».

A titre de citoyen libre et aussi à titre de membre et député du Parti libéral, le parti des libérés, je continuerai de dénoncer tout geste autoritaire du gouvernement péquiste, qui soit de nature à substituer un régime autoritaire à notre régime démocratique.

Quant à vous, monsieur Meunier, tant mieux si ça vous choque, vous conservez peut-être la chance de vous ouvrir les yeux avant qu'il ne soit trop tard... à moins que vous soyez d'accord avec cette intolérance, cette forme de mépris et ce qui s'ensuit.

Fernand LALONDE
Député libéral de
Marguerite-Bourgeoys

N.D.L.R. LA PRESSE publie avec plaisir les opinions personnelles de ses lecteurs sur des questions d'intérêt général. Chaque lettre doit être signée de la main de son auteur, qui en assume alors l'entière responsabilité. L'auteur doit en outre inscrire en lettres moulées son nom et son adresse au complet, ainsi que son numéro de téléphone au cas où il nous serait nécessaire de communiquer avec lui. Vu l'abondance du courrier, LA PRESSE ne peut s'engager à publier toutes les lettres ni à justifier au téléphone ou par écrit, chaque non-publication. Elle se réserve aussi le droit d'abréger les lettres selon l'espace disponible. Autant que possible, prière d'écrire à la machine, à double interligne. Adressez vos lettres comme suit: «Lettre des lecteurs» Service de l'édition LA PRESSE C.P. 4200, succursale Place d'Armes, Montréal. Que

CASINOS

SUITE DE LA PAGE A 1

casinos soient situés en dehors des grands centres urbains ou leur présence ne serait pas sans causer de sérieux problèmes sur le plan de la moralité publique: «Dans mon esprit, il est clair que les dangers et les inconvénients dépassent les avantages», a-t-il répondu au journaliste qui lui demandait si Montréal était vraiment exclue comme emplacement possible pour un casino.

Revenus de \$50 millions

La grande surprise du rapport de Loto-Québec est évidemment que, contrairement à ce qu'on croyait, les casinos ne sont pas une mine d'or inépuisable. Dans les meilleures hypothèses, les profits bruts que l'Etat pourrait en tirer n'atteindraient qu'un demi de pour cent de ses revenus, c'est-à-dire environ \$50 millions. Et même pour atteindre un tel rendement, il faudrait opter pour les formules de casinos qui offrent le plus haut rendement économique (comme ceux du type Las Vegas) mais qui entraînent par ailleurs les coûts socio-économiques (surveillance, contrôle, prolifération de la criminalité, etc.) les plus élevés, réduisant d'autant les profits réels.

Et puisque les casinos constituent en valeur absolue des sources de revenus relativement modestes, Loto-Québec en est venu à la conclusion que le seul motif valable pour justifier leur législation est l'impact touristique. Objectif d'autant plus opportun, note le rapport, que la destination touristique du Québec est en baisse depuis quelques années parce que «le Québec... n'aurait plus assez à offrir pour les prix qu'il demande».

Or, si les casinos doivent jouer un rôle d'attraction touristique, ils devront s'insérer dans une gamme de produits touristiques. Loto-Québec verrait d'un bon oeil que les casinos soient concentrés géographiquement, possiblement en quelques zones seulement, en dehors des grands centres urbains sans trop s'en éloigner pour autant.

Non seulement la clientèle visée devrait être une clientèle non résidente mais on ne devrait pas, estime Loto-Québec, encourager explicitement la participation des citoyens du Québec. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles on recommande que les casinos soient situés en dehors des grands centres ou ils risqueraient de former des joueurs d'habitude.

Il est évident cependant que les Québécois ne seraient pas exclus des casinos et d'ailleurs Loto-Québec fait valoir que le défaut pour le gouvernement de permettre des casinos ne peut qu'encourager les Québécois qui s'adonnent déjà au jeu à se rendre aux casinos opérés à l'extérieur du Québec.

Loto-Québec n'est pas certain que la législation des Jeux de hasard puisse contrer l'existence des paris illégaux. On croit cependant qu'un contrôle efficace du casino légalisé est possible moyennant une volonté politique ferme d'exercer ce contrôle. Le meilleur moyen de faciliter ce contrôle serait évidemment que l'Etat administre lui-même les casinos.

«Aussi sûrement que le soleil se lève, les compagnies de pétrole se battent pour accroître leur marge de profits. A moins que vous ne vous manifestiez, a dit le président à ses concitoyens, les compagnies auront plus d'influence sur le Congrès que vous n'en avez.»

Afin de convaincre l'électorat des mérites de sa politique, le président a expliqué hier que le contrôle du prix du pétrole allait permettre une remontée du dollar sur les marchés de change internationaux, une baisse du prix des importations et enfin une augmentation générale de la production aux Etats-Unis. Selon des experts de la Maison-Blanche, l'abolition des contrôles au cours des 28 prochains mois ne contribuera à accroître l'inflation que dans un rapport de un p. cent.

M. Carter, en avançant cette politique, risque sa réélection. et Ljubomir Ljubovic de la Yougoslavie. Le directeur du tournoi sera le grand maître international Svetozar Glugoric, qui est le chef de file de l'école yougoslave depuis 30 ans et l'une des personnalités les plus respectées du monde des échecs.

CARTER

sur les autoroutes, un sacrifice déchirant pour encore une bonne majorité d'Américains.

Alors qu'en Europe le prix du gallon d'essence est supérieur à \$2,00, il est toujours inférieur à \$1,00 aux USA. Il s'agit là d'un écart inacceptable, selon le gouvernement américain, qui débourse cette année \$50 milliards en pétrole importé, soit l'équivalent de \$650 par famille.

Trop dépendants

«Cette dépendance, a expliqué hier soir M. Carter, nous expose dangereusement à des hausses subites ainsi qu'à des interruptions soudaines des importations... notre force nationale dépend de façon précaire d'une mince ligne de tankers qui s'étire sur la moitié de la planète pour rejoindre le Moyen-Orient et le Golfe Persique, deux régions parmi les plus instables au monde.»

Le plan de déconstruire du prix du pétrole présenté hier soir à la nation, est essentiellement le même que celui soumis au Congrès en 1977 alors que le président Carter, fort de sa popularité au lendemain de son arrivée à la Maison-Blanche, déclara que la crise de l'énergie était «l'équivalent moral d'une guerre». Vue de la Maison-Blanche, cette guerre devra se jouer sur deux fronts: celui de l'opinion publique d'abord, qui s'obstine à ne croire ni le gouvernement ni les compagnies de pétrole quant à la réalité d'une crise de l'énergie; puis celui des géants du pétrole qui ne priseront guère que la Maison-Blanche porte entrave à leur «évolution» en taxant des profits qui sont selon eux, vitaux à la découverte de nouveaux puits.

«Aussi sûrement que le soleil se lève, les compagnies de pétrole se battent pour accroître leur marge de profits. A moins que vous ne vous manifestiez, a dit le président à ses concitoyens, les compagnies auront plus d'influence sur le Congrès que vous n'en avez.»

Afin de convaincre l'électorat des mérites de sa politique, le président a expliqué hier que le contrôle du prix du pétrole allait permettre une remontée du dollar sur les marchés de change internationaux, une baisse du prix des importations et enfin une augmentation générale de la production aux Etats-Unis. Selon des experts de la Maison-Blanche, l'abolition des contrôles au cours des 28 prochains mois ne contribuera à accroître l'inflation que dans un rapport de un p. cent.

M. Carter, en avançant cette politique, risque sa réélection.

Les motards tuent et avec horreur!

SUITE DE LA PAGE A 1

tion. La police qui, à première vue, ne s'ennerve pas avec une telle affaire, considère néanmoins cette menace sérieusement, à cause du dossier de ce fameux «petit frère».

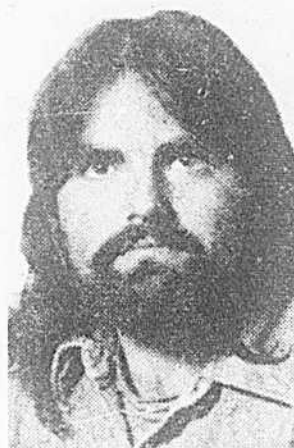
Enlèvements

En fait, ce motard a déjà enlevé personnellement à la pointe du revolver cinq jeunes qui avaient été témoins d'une bagarre. Personne n'a jamais revu ces témoins depuis. Le même homme avait déposé un bâton de dynamite dans une auto-patrouille de la police de Laval, le 29 juin 1976, parce que les détectives effectuaient une trop grande surveillance sur les «Huns», alors installés à Laval.

Ce n'était pas la première fois que les «Huns» jouaient avec de la dynamite. Il y a quelques années, alors qu'ils s'appelaient «Devil's Disciples», quelques autos avaient explosées dans divers règlements de comptes.

Les «Hell's Angels» aussi ont une tradition de «bombes». Deux amis des membres actuels de ce club ont été tués le 21 janvier 1976 par l'explosion d'une bombe qu'ils allaient apparemment déposer dans le métro.

Gilbert Groleau et Richard Bertrand, membres des



Robert Labelle, l'ex-président des Huns, assassiné mardi.

«Popeyes», qui se sont sabordés depuis pour devenir les «Hell's Angels», voulaient, semble-t-il, protester contre le traitement fait aux prisonniers du pénitencier de Sainte-Anne-des-Plaines. C'était à l'époque de l'évasion de Richard Blass, qui avait envoyé des communiqués aux journaux pour dénoncer les conditions de détention dans les pénitenciers.

Les deux motards voulaient appuyer Blass à leur façon en effectuant un coup d'éclat. Le 28 juin 1975, les deux mêmes «dynamiteurs» avaient fait exploser un engin à la résidence du boulevard Gouin du responsable de la discipline de l'Institut Archambault.

L'un des adeptes de la moto avait déjà séjour-

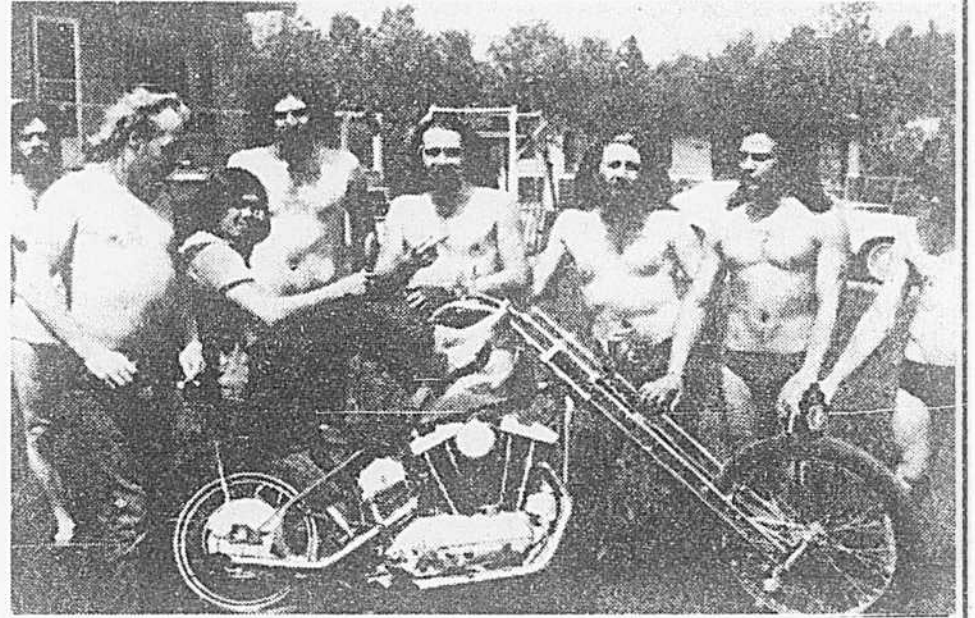
né à Archambault et n'avait pas apprécié les mesures disciplinaires prises par l'officier visé.

Plusieurs autres actes récents de violence sont aussi imputés aux motards. Ainsi, la section de Montréal-Est des «Outlaws» est particulièrement active dans les vols en série et divers attentats contre les gens en uniforme.

Le 12 octobre dernier, une jeune femme de Pointe-aux-Trembles surprenait quatre motards en train de cambrioler son appartement. Le «président» et ses copains ont illégalement modifié leur plan et le vol qu'ils effectuaient s'est terminé par un viol. Après l'avoir brutalisée, les motards ont violé tour à tour la jeune femme en plus de la forcer à se prêter à des actes contre nature.

Le 13 novembre 1978, deux aspirants-pompiers qui se trouvaient dans un restaurant de la rue Sherbrooke à Montréal ont été victimes d'une tentative de meurtre à la suite d'une banale discussion avec des motards.

Un membre des «Outlaws», Michel Houle, est recherché depuis pour répondre à des accusations de tentative de meurtre. L'un des jeunes pompiers avait été blessé d'une balle à la tête et l'autre avait reçu un projectile à la



Les motards, qu'ils soient membres des Hell's Angels ou des Outlaws, vivent dans un monde d'hommes. Les femmes n'y sont admises que pour assouvir certaines passions.

jambe. Les policiers sont loin d'effrayer les motards. L'été dernier par exemple, trois membres des «SS», un club de moyenne importance relié aux «Hell's Angels» et qui est actif dans l'est de la ville, se sont présentés dans un poste de police pour se «plaindre». Les trois lascars n'avaient pas apprécié le fait de recevoir une contravention et voulaient s'en prendre à l'agent qui avait osé «tapasser» la nouvelle voiture de l'un d'eux, une luxueuse Lincoln Mark IV, valant plus de \$11,000. Quelques jours

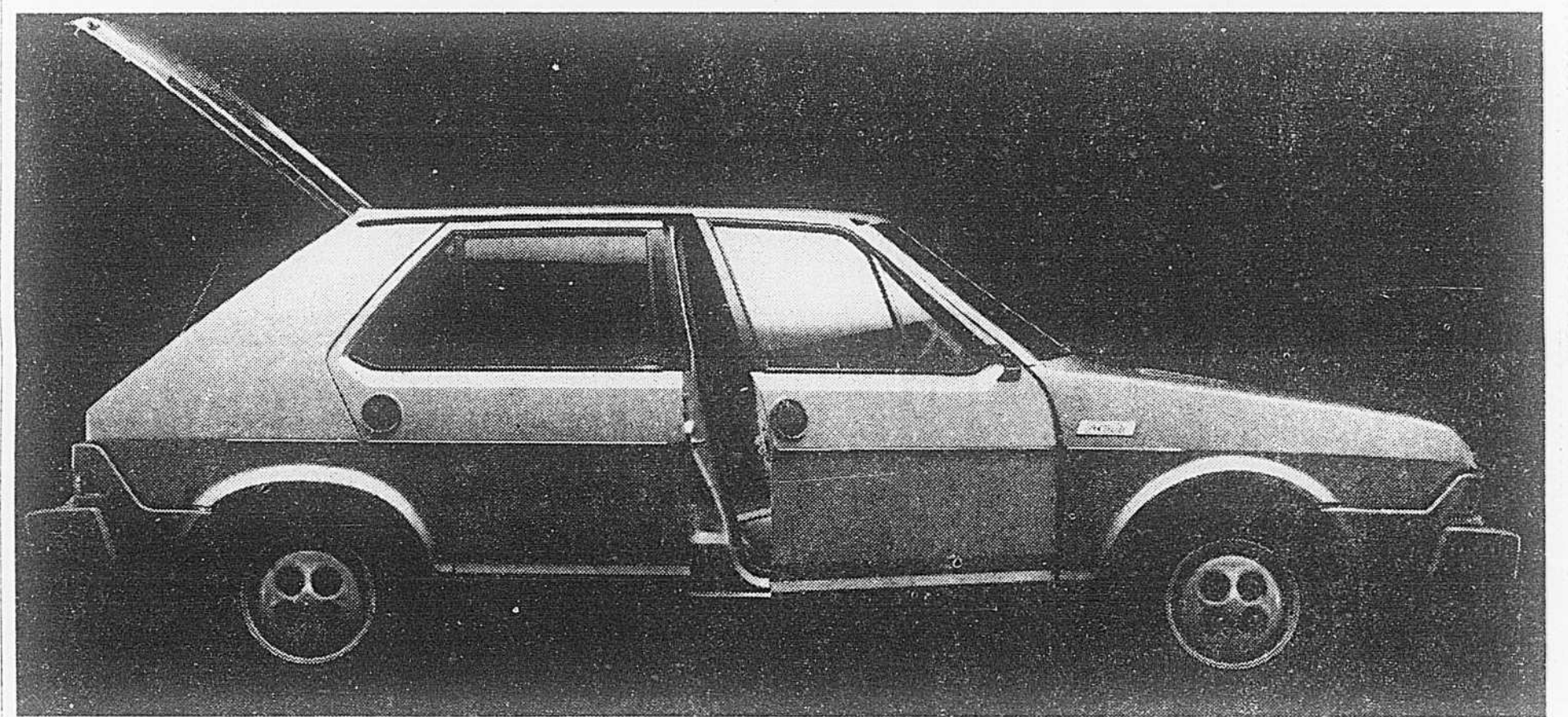
plus tard, plusieurs membres des «SS» étaient mêlés à une vaste affaire de trafic de stupéfiants.

Le 25 novembre 1978, un policier de la brigade anti-gangs de la CUM, le sergent-détective Normand Ostiguy, prenait un café dans un restaurant de Montréal-Est lorsque deux membres des «Outlaws» l'ont agressé en faisant savoir qu'ils n'aimaient pas les policiers. Attaque sauvagement à coups de cendriers et de pots de sucre, le détective a subi plusieurs fractures.

L'un des présumés

agresseurs est présentement devant les tribunaux. Quant au deuxième suspect, Jean-Marc Patenaude, il a été tué dans un échange de coups de feu avec les agents venus l'arrêter. Le coroner ne doit rendre son verdict que dans quelque temps puisque certains témoignages entendus lors de l'enquête semblaient contradictoires.

Patenaude était bien connu dans l'est de la ville. Il s'était illustré notamment pour ses activités avec l'ex-roi des salons de massage, Ziggy Wiseman, dont il était le bras droit.



Ligne élanée, carrosserie aérodynamique, style raffiné, faible consommation. La nouvelle Fiat Strada est une voiture extraordinaire.

Une voiture qui mérite d'être essayée

La toute nouvelle Fiat Strada

Les ingénieurs Fiat ont relevé le défi! Avec succès. La Strada est une traction avant spacieuse, racée, silencieuse et économique. Sa tenue de route est superbe. Comparez-la aux autres voitures de sa catégorie, y compris la Rabbit. Vous n'en croirez pas vos yeux! Et son millage est excellent: 79 km au gallon sur route*.

Fiat a invité 156 personnes — toutes intéressées par des voitures de dimensions similaires — à juger la Strada. Leurs réactions ont été extrêmement favorables. Mais vous n'êtes évidemment pas forcés de croire leurs commentaires. Ce que Fiat vous demande, c'est de venir essayer cette nouvelle Strada. Vous serez ainsi le seul juge.

Opinions reçues:

1. La nouvelle Strada est silencieuse. «Niveau de bruit du moteur et insonorisation en général bien supérieure aux autres modèles essayés», tels étaient les résultats du rapport. Faites vous-même l'essai, nous sommes convaincus que vous serez agréablement surpris.

2. Pour ce qui est du confort et de l'espace habitable, la Strada arrivait aussi largement en tête des quatre voitures testées (17 dimensions sur 20 en faveur de la Strada). Le confort, à l'avant comme à l'arrière, et la facilité d'accès étaient les meilleurs. Mais là encore vous ne serez en mesure de juger que si vous essayez vous-même cette nouvelle Fiat Strada. Venez voir comment les ingénieurs Fiat ont réussi à rendre une voiture à peine plus grande que la Rabbit, aussi confortable et spacieuse.

3. La tenue de route et le maniement de la Strada sont impressionnants. Direction à pignon et crémaillère souple et précise. Traction avant sûre et efficace. Position de conduite confortable (sièges conçus par des spécialistes de la colonne vertébrale). Visibilité excellente.

Voiture économique. La Strada permet d'obtenir un excellent millage: 79 km au gallon sur route* (5.7 l aux 100 km). L'essence coûte cher en Italie, depuis bien des années! C'est pourquoi les ingénieurs Fiat sont devenus des experts en matière d'économie de carburant. Moteur à arbre à cames en tête, boîte de vitesses à 5 rapports, carrosserie aérodynamique. Tout cela compte. Et bien qu'elle soit très économique, la Strada 1500 cm³ développe 69 cv et permet d'atteindre d'excellentes vitesses de croisière.

C'est une voiture économique idéale: ni trop grosse, ni trop petite.

La Strada est livrée avec pneus radiaux ceinturés d'acier; servofreins à disque à l'avant; et double circuit de freinage pour des raisons de sécurité. Coffre à bagages de 10.5 pi. cu. Espace utilitaire de 39 pi. cu., banquette arrière rabattue.

L'équipement standard comprend aussi: radio AM/FM portative que vous pourrez utiliser au chalet, à la campagne, sur la plage, etc. Essuie-glace/lave-glace à l'arrière, dégivrage des glaces latérales par circulation d'air chaud. Chauffage très efficace.

Parmi les options: tout ouvrant, peinture métallisée, boîte de vitesses automatique, sièges arrière séparés.

Et bien sûr, les fameuses garanties de confiance Fiat. Garantie contre les perforations dues à la corrosion, et garantie du groupe propulseur. Essayez la Strada, vous serez convaincus.

FIAT

*D'après des essais effectués en laboratoire selon les méthodes approuvées par Transports Canada. La consommation réelle pourra varier. La consommation en ville sera plus importante qu'en hiver. La Strada a un kilométrage combiné estimé à 62 km au gal. (79 km au gal. sur route et 54 km au gal. en ville). «Fiat» et «Strada» sont des marques de commerce de Fiat S.p.A.

Luciani Automobili
9474 Boul. St. Michel
Montréal
(Tel 384-5032)

Mont Royal Fiat
1150 Ave Mount Royal Est
Montréal
(Tel 524-3726)

Ninth Avenue Motor Sales
11355 Cote De Liesse
Dorval
(Tel 631-4387)

Auto Allard
2039 Chemin Chamby
Longueuil
(Tel 674-8734)

Automobiles B. Brisebois
4902 Boul St. Charles
Pierrefonds
(Tel 620-5990)

Garage Lehoux et Simard
450 Jacques Cartier Sud
St. Jean
(Tel 347-6555)

Roger Gagnier Automobile
243 Dufferin Street
Valleyfield
(Tel 373-4194)

Drapeau fidèle aux promesses du... RCM!



Marc DORÉ

IL Y A une chose que le Rassemblement des citoyens de Montréal aura réussie, malgré sa défaite retentissante de novembre 78: faire passer dans les faits plusieurs aspects importants de son programme de gouvernement, le menu électoral qu'il avait défendu l'automne dernier.

Mais cette réussite dont bien des partis seraient fiers laisse un goût amer chez beaucoup de militants du RCM: ce n'est pas tellement par suite de leurs efforts que leur programme est appliqué, mais par la volonté politique de l'administration Drapeau-Lamarre.

Et ce qu'est en train de démontrer le Parti civique du maire Jean Drapeau, outre ses qualités d'adaptation qui lui permettent de survivre dans un monde aux besoins changeants, c'est que le programme du RCM, loin d'être bourré des mesures extrémistes que certains (même au RCM) feignaient d'y voir, se révèle rempli de «belles et bonnes choses» pour Montréal.

Si on jette un coup d'oeil sur le programme que le RCM a soumis aux électeurs montréalais il y a moins de six mois, on se rend compte que sur quinze des mesures ponctuelles défendues par ce parti, une dizaine font actuellement partie de l'univers quotidien de l'Hôtel de Ville.

Les quartiers et la PME

Dans le domaine du développement

économique par exemple, le RCM mettait de l'avant l'idée qu'il fallait axer les efforts de la municipalité sur la vie des quartiers et proposer deux mesures concrètes: établir l'inventaire des ressources des divers quartiers et appuyer les efforts de la petite entreprise locale.

L'administration municipale est en train de dresser l'inventaire en question, qui servira ensuite à la mise en place d'une politique d'aide aux petites entreprises. La création, qui sera annoncée dans le prochain budget, de la Commission d'initiative et de développement économique (CIDEM) est un autre indice de l'intention manifestée par l'administration Drapeau-Lamarre d'apporter un appui plus concret aux industries petites et moyennes.

Transport et tourisme

Le RCM proposait par ailleurs un certain nombre de mesures sectorielles, principalement reliées au transport et au tourisme. Si l'administration municipale n'a pas encore décidé de mettre sur pied l'Agence de tourisme prévue par le RCM, elle a par contre annoncé sa volonté de mettre en valeur les qualités d'infrastructure qui font de Montréal une plaque tournante de différents moyens de transport. Le maire Drapeau a ainsi rappelé que le port et l'aéroport demeuraient des atouts qu'il faudrait utiliser au maximum de leurs possibilités.

Ce sont là des éléments-moteurs du projet économique que le RCM a soumis aux électeurs en novembre dernier.

Enfin, l'administration a déjà commencé la consultation des groupes directement intéressés (marchands, industriels) par les divers éléments du plan de relance qu'elle envisage, et la

CIDEM, tout en s'occupant de promotion et de prospection de marchés, devrait également s'intéresser à la planification.

Or ces trois lignes de force — consultation, relance, planification — servaient de points d'ancrage au programme économique du RCM.

Plagiat

De tels exemples pourraient être multipliés, dans l'habitation et le transport par exemple, et même au chapitre de la démocratie municipale, où une ouverture, toute relative, se manifeste envers la presse et envers les groupes de citoyens.

Ce qui s'en dégage au total, c'est que l'administration Drapeau-Lamarre semble s'être largement «inspirée» du programme du RCM. Le Groupe d'action municipale, l'autre parti d'opposition à l'Hôtel de Ville, a lui aussi un programme très semblable à celui du RCM, mais la chose s'explique là par le fait que plusieurs de ses éléments fondateurs provenaient du RCM.

Si cet état de fait paraît indiquer que l'administration du Parti civique est encore sensible à la pression populaire — malgré en effet le raz de marée qui l'a reporté au pouvoir avec 52 des 54 sièges du conseil, l'équipe Drapeau doit toujours faire face à une opposition qui représente, maintenant comme en 1974, plus de 44 pour cent du vote — il montre aussi à quel point le RCM est encore loin des positions de gauche qu'il revendique pour lui-même.

Et les militants qui s'interrogent dans ce parti sur le fossé qui sépare le discours du RCM et les moyens qu'il se donne pour arriver à ses objectifs ont un argument de poids quand ils voient des partis «bourgeois» mettre en place les politiques que leur propre formation étiquette «de gauche».

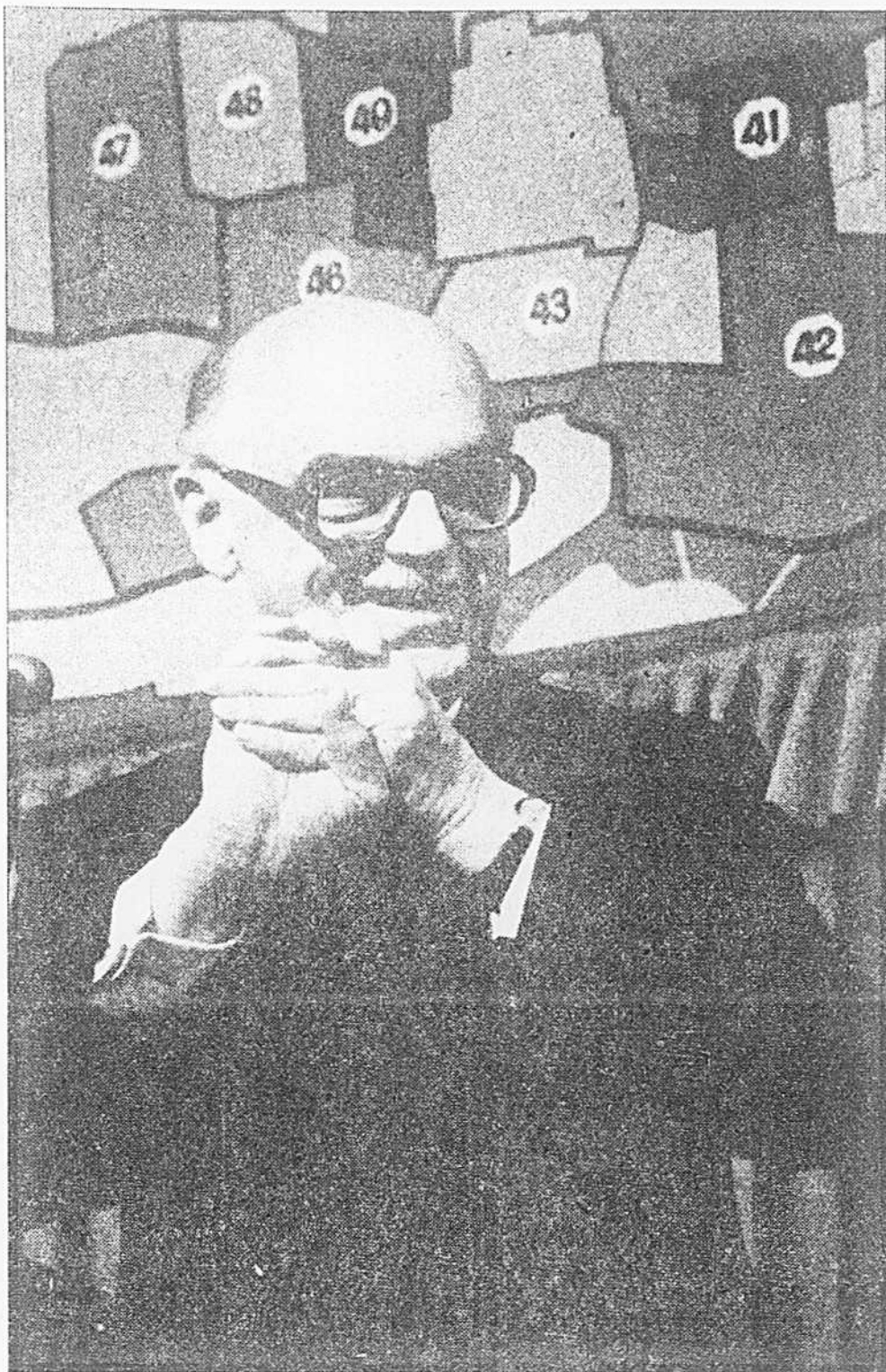


photo Pierre McCann, LA PRESSE

Armé d'un «mandat comme je les aime», le maire Drapeau se frotte les mains, au soir du 12 novembre, de la déconfiture du RCM. Six mois plus tard, des pans entiers du programme de l'opposition sont devenus réalité...

Criminalité et violence aux USA

- 6 -



Au dire du sociologue Charles Silberman, on ne peut demander davantage à la police ou à la justice américaine.

Une «biblie» sur le crime urbain



Robert-Guy SCULLY

collaboration spéciale à New York

LE «MUGGER», ou voleur des rues, est un mythe new-yorkais et américain. Un mythe réel, un personnage qui hante ceux qui ne l'ont jamais rencontré, car tous les citoyens, en principe, peuvent lui servir de proie, même un «mugger». Combien de milliers de fois le mot «mug» surgit-il dans les cerveaux de ces élégants piétons de Manhattan, à chaque semaine? Il est le monosyllabe par excellence de la terreur ressentie quand deux yeux hostiles vous fixent, dans une rue déserte ou fréquentée.

Le terme, à l'origine, signifiait mettre la main sur la mâchoire de la victime pour l'empêcher de crier. Il sous-entend donc la violence. Mais comme je l'ai appris en fréquentant les policiers du Lower East Side, le New-Yorkais qui obéit à certaines «règles de la rue» risque fort peu d'être atteint. Le mugger est un jeune qui planifie très peu. Il a très peur et ne prépare que son échappée. Il a donc tendance à attaquer dans

son quartier, voire dans sa rue. Il n'attaque que si l'occasion est belle, sans chercher la violence: C'est un opportuniste. Mais il ne s'attend jamais à la résistance de sa victime, et il préfère être violent que de s'en choisir sagement une autre.

Les «règles de la rue» ici sont beaucoup plus complexes que dans une ville européenne ou canadienne. Elles exigent une foule de petits comportements spéciaux sur le trottoir, dans la rue, dans le métro, dans le hall de son building, mais tous finissent par s'y faire. En gros, il s'agit de devenir ce que la langue américaine nomme «street-wise», c'est-à-dire pleinement conscient de l'environnement urbain.

La justice n'est pas impuissante

L'auteur Charles E. Silberman, sociologue savant, est peut-être celui qui en sait plus long que quiconque sur la violence en Amérique du Nord. Boursier de la fondation Ford, qui lui a accordé un demi-million de dollars en six ans, aidé de chercheurs, Silberman a publié chez Random House à la fin de 1978, sa monumentale étude intitulée «Criminal Violence, Criminal Justice».

Silberman rejette notamment cette croyance voulant que le système judiciaire américain soit impuissant. Il n'est pas vrai, écrit-il, que les cours de justice américaines laissent échapper les vrais coupables, qu'elles poursuivent les moins dangereux, ou que les crimi-

nels puissent faire carrière sans aller au bagne. En fait, l'auteur s'étonne de ce que le système judiciaire américain fonctionne «si bien», compte tenu des défis qu'il doit relever. Il en va de même, selon lui, des services policiers, dont on attend trop.

La peur

Un des chapitres les plus novateurs, dans cette véritable bible de la criminalité contemporaine, concerne la peur. L'affreux sentiment qui habiterait maintenant un citadin américain sur deux. Soumis à cette tension constante et anormale, l'être humain a des réactions contradictoires qui le servent mal. La plupart des Américains diront de leur quartier qu'il est beaucoup moins dangereux que les autres, et ce, peu importe la réalité statistique objective. Pourquoi? Parce que la familiarité des lieux finit par les rassurer! Avant d'être attaqués, les gens éprouvent le besoin de nier le danger ambiant. Après une attaque, ils avouent qu'inconsciemment ils s'y attendaient, ils étaient rendus fatalistes!

Plusieurs lieux communs erronés sautent tout aussi hardiment. Ainsi, la drogue joue un rôle important dans l'économie criminelle, mais selon Silberman, la majorité des usagers ne sont pas du tout prisonniers de leur vice; ce sont de simples «users» et non des «addicts». L'alcool est beaucoup plus utilisé lorsqu'il s'agit de se donner du courage pour commettre un crime.

Des criminels incompetents

L'incompétence des «muggers» et autres criminels violents est flagrante. «Quatre-vingt-dix pour cent des criminels devraient changer de métier parce qu'ils n'ont aucun talent», confie un informateur. Le mugger est un opportuniste qui songe à peine à sa capture possible, et qui se fait prendre tôt ou tard. Les criminels professionnels, ceux du crime organisé par exemple, le méprisent franchement.

Le mugger est un jeune. On savait depuis longtemps que vers l'âge de vingt-cinq ans, des milliers de jeunes délinquants cessent leurs activités, mais on ne savait pas pourquoi. L'auteur cite deux facteurs majeurs. D'abord l'incompétence, car elle confirme au jeune qu'il n'aura pas la carrière dont il rêvait. Cela s'ajoute à la décroissance normale des énergies de l'adolescence. Le délinquant découvre en plus qu'un travail régulier — ou le bien-être social — paie davantage. Un bon criminel doit travailler très fort pour «gagner», si l'on peut dire, sa vie. Le second facteur étonne encore plus: c'est l'amour, et le désir de se marier, qui entravent le plus la poursuite d'une carrière criminelle à long terme!

Mais ceux qui espèrent que la chute des naissances va donc faire diminuer la criminalité devront déchanter, car les naissances augmentent chez les Noirs et les hispanophones, où se trou-

vent à la fois le plus de criminels et de victimes.

Le racisme américain

Un chapitre très étoffé sur le sujet du racisme américain démontre hors de tout doute que le système américain a empêché très astucieusement les Noirs d'imiter les Irlandais ou les Juifs ou les Italiens, dans leur ascension sociale. Or, la même discrimination s'exerce aujourd'hui, de manière paradoxale, à la faveur des compagnons d'infortune des Noirs, les hispanophones. Ainsi, toutes proportions démographiques gardées, les Noirs commettent trois fois plus de crimes que les Porto-Ricains et sept fois plus que les Américains d'origine mexicaine. C'est signe, dit Silberman, qu'ils sont toujours les plus aliénés et rejetés de la société.

Enfin, sur le plan historique, «Criminal Justice» fait éclater le cliché selon lequel la violence est un phénomène récent. Elle est aussi américaine, écrit l'auteur, «que Jesse James lui-même». En réalité, c'est l'accalmie des années 1930-1960 qui fut exceptionnelle, et qui nous rend cette période-ci tellement horrible. Un manuel de 1872 ne conseillait-il pas aux New-Yorkais d'éviter les rues la nuit, et surtout, de fuir Central Park?

FIN

les élections FÉDÉRALES



Trudeau ne veut pas acheter la paix

SAINT-JEAN, Nouveau-Brunswick (PC) — «Un gouvernement libéral n'entend pas acheter la paix constitutionnelle en acceptant de limiter les pouvoirs fédéraux en faveur des provinces sur des questions d'intérêt national.»

C'est ce qu'a déclaré hier le premier ministre Trudeau devant les membres de la Chambre de commerce de Saint-Jean, dernière étape de sa tournée dans les provinces maritimes.

«Nous ne céderons pas, à cet égard, notre juridiction sur les pêcheries, pour la simple raison que le poisson ne connaît pas de frontières provinciales», a lancé M. Trudeau en faisant allusion à la demande de pleins pouvoirs sur les pêcheries émise par les gouvernements des provinces maritimes dans le cadre de la révision constitutionnelle.

Il est temps, a poursuivi le premier ministre, que les Canadiens abandonnent leur mentalité du «moi et ma province d'abord» et consentent à certains sacrifices, s'ils veulent que le pays demeure uni. Les Canadiens, a-t-il dit, devront mettre de côté les intérêts régionaux, «parce que le pays n'est pas maintenu sur pied par la force des bayonnettes».

M. Trudeau s'en est pris aux premiers ministres conservateurs, particulièrement à celui de l'Alberta, Peter Lougheed, qui, a-t-il dit, désire que le gouvernement fédéral abandonne son pouvoir de réglementer le commerce interprovincial. Il a souligné à ce propos que l'Alberta pourrait accroître de façon catastrophique les prix de son pétrole et de son gaz, si le gouvernement fédéral perdait le pouvoir de contrôler les prix.

«Je n'ai rien contre les provinces», a affirmé M. Trudeau, «mais ce qui fait la force d'un pays, c'est un gouvernement central capable d'arbitrer les disputes interprovinciales». Selon lui, le chef conservateur Joe Clark succomberait à toutes les demandes des provinces et serait incapable de prendre la défense de l'intérêt national.

«Ne nous demandez pas de rechercher les solutions faciles», a conclu M. Trudeau. «Il y aura des conflits, mais nous avons besoin d'un gouvernement fédéral fort, qui soit prêt à lutter pour le bien de tous.»

À l'issue de son discours de 45 minutes, M. Trudeau a quitté Saint-Jean à destination de Winnipeg, où il devait prendre la parole dans la soirée. Il poursuit aujourd'hui sa campagne à Victoria.

Adulé, Roy fait ses adieux au salon bleu

par Jacques BOUCHARD

QUEBEC — En quittant l'Assemblée nationale hier, Fabien Roy, représentant du comté de Beauce-Sud depuis 1970, a laissé l'image d'un homme «intègre, travailleur et d'un politicien honnête», estimé par tous.

C'est à l'unanimité que députés péquistes, libéraux et unionistes ont souligné le caractère particulier de ce Beauceron qui a laissé sa marque au parlement de Québec par son ardeur au travail et son assiduité aux travaux législatifs.

Prenant la direction des troupes créditistes pour la présente campagne électorale fédérale, c'est avec émotion que M. Roy a annoncé au président de l'Assemblée nationale, Me Clément Richard, qu'il quittait la scène politique provinciale, bien qu'il se veut un porte-parole du Québec à la Chambre des communes à Ottawa.

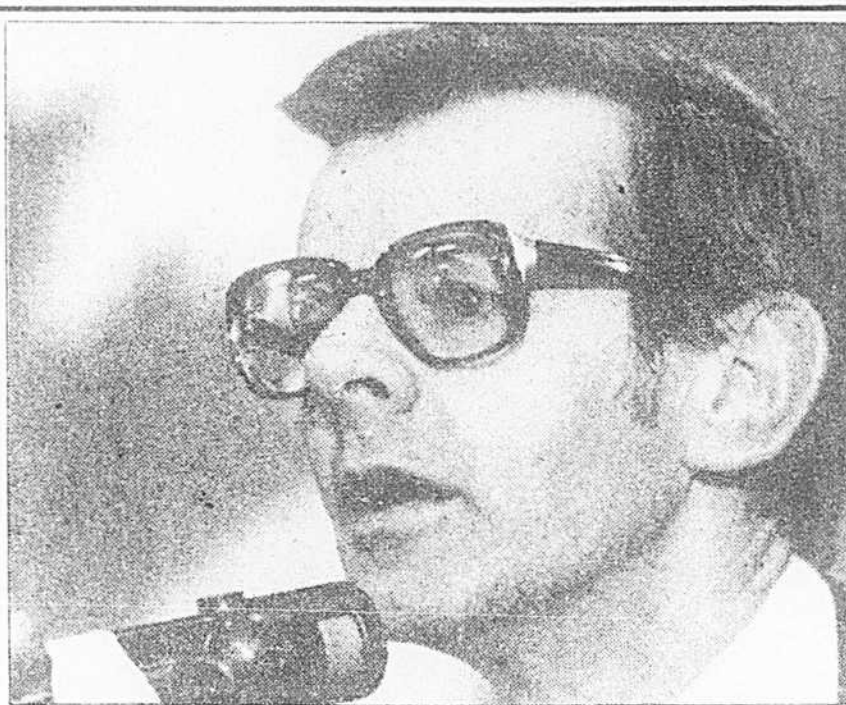
En lui rendant hommage, le premier ministre René Lévesque a dit: «tous nous allons regretter

un bon député qui a été consciencieux, assidu, tout le temps, et qui connaissait ses dossiers, les travaillait, parfois trop, et le ministre de l'Agriculture est là pour en témoigner.»

Par ailleurs, M. Lévesque a ajouté que M. Roy arrivera sûrement à siéger dans ce nouveau parlement à Ottawa et que ce dernier s'enrichira «sûrement de la perte que nous subissons», lui qui a des racines profondément québécoises et qui a su rester très proche de ses concitoyens.

Et d'une façon détournée, M. Lévesque lui a assuré l'appui du Parti québécois en déclarant «qu'on ne peut quand même pas lui assurer officiellement un appui, mais que dans les circonstances, s'il y arrive et s'il joue le rôle que nous sommes sûrs qu'il peut y tenir, cet appui ne lui manquera pas».

Pour sa part le porte-parole du Parti libéral, M. Gérard-D. Lévesque, a dit espérer que M. Roy travaillera pour défendre «les vérita-



Fabien Roy lorsqu'il a annoncé qu'il prenait la direction du Crédit social du Canada.

bles intérêts du Québec face au gouvernement fédéral».

En fin d'après-midi, dans ses bureaux du troisième étage de l'édifice A du parlement, M. Roy a reçu des amis intimes et des journalistes et il était visible qu'il avait pris cette décision avec grand soin et qu'il était ému en cette journée qui est très importante pour son avenir politique.

Dans les estrades parlementaires, après la défection en dernière minute du député de Richmond, M. Lionel Beaudoin qui a accepté

un poste du gouvernement, trois députés créditistes fédéraux étaient là pour appuyer leur nouveau chef.

Il y avait M. C.-A. Gauthier, de Roberval, M. Adrien Lambert, de Bellechasse et le jeune député créditiste de Lotbinière, M. Richard Janelle. M. Roy a convoqué la presse vendredi matin pour annoncer des candidatures dans la région de Québec. Il fera la même chose à Montréal, dimanche.

Clark défend les mines et le boeuf

par Gilles PAQUIN

envoyé spécial de LA PRESSE

KAMLOOPS — Le gouvernement Trudeau est responsable de la baisse spectaculaire de la production minière canadienne en raison de sa négligence et de sa mauvaise gestion du secteur des richesses naturelles a dit hier le chef conservateur Joe Clark.

S'adressant à quelque 600 invités de la Chambre de Commerce de Kamloops, M. Clark a rappelé à son auditoire que la mine de cuivre de Aston à quelques kilomètres d'ici, avait été la dernière mine de métal de base ouverte au Canada depuis 1977.

De mémoire d'homme, a dit M. Clark, 1978 est la première année au cours de laquelle aucune mine d'importance ne s'est ouverte au pays. Il y a pourtant 30 à 40 gisements connus au Canada qui seraient rentables mais qu'on ne met pas en valeur, a-t-il noté.

Selon M. Clark, le gouvernement Trudeau a utilisé les mines pour lutter contre les provinces en refusant d'autoriser la déductibilité des redevances minières provinciales. En conséquence, a souligné le chef tory, le taux d'imposition du secteur minier dépasse de 25 p. cent celui des manufacturiers, ce qui prolonge une récession déjà très grave.

La société fédérale pour l'expansion des exportations a pendant ce temps augmenté son aide aux pays étrangers pour qu'ils exploitent des mines à ciel ouvert, qui concurrencent directement les producteurs canadiens.

Favoriser l'exploration

Au cours des derniers quatre ans, quatre milliards de dollars d'investissements ont quitté le Canada parce qu'on ne fait pas confiance au gouvernement actuel, a dit M. Clark, on est allé investir ailleurs tout simplement.

Une administration conservatrice appuierait le secteur privé et les provinces qui souhaitent mettre leurs ressources en valeur.

Elle exempterait d'impôt les gains en capital provenant d'actions émises par des entreprises canadiennes; adopterait des techniques de comptabilisation des inventaires plus réalistes et ferait baisser les taux d'intérêt.

Ces mesures permettraient d'accroître l'exploration et la production de minerais entraînant la création de 115.000 nouveaux emplois au cours des deux prochaines décennies.

A la grande satisfaction de ses auditeurs qui l'ont d'ailleurs chaudement applaudi, M. Clark a repris son engagement de restreindre l'importation du boeuf pour favoriser les producteurs canadiens. Kamloops ne pouvait qu'être accueillante à de tels propos étant le centre d'une importante région d'élevage.

Pendant que M. Trudeau dit aux fermiers qu'ils sont des «plaignards», je dis qu'ils sont des producteurs, a conclu M. Clark.

• Pepin dans la mêlée

OTTAWA (PC) — M. Jean-Luc Pepin, co-président de la Commission de l'unité canadienne, a annoncé, jeudi, qu'il tentera de se faire choisir candidat libéral dans la circonscription d'Ottawa-Carleton, en vue de l'élection fédérale du 22 mai prochain.

Agé de 58 ans, M. Pepin a déjà été ministre de l'Industrie avant d'être président de la Commission de lutte à l'inflation.

«Il me semble, a déclaré M. Pepin dans une conférence de presse, que les années et les mois à venir vont être extrêmement difficiles et que tous ceux qui croient pouvoir apporter leur aide doivent le faire.»

• Lavoie contre Joyal

Amer contre son parti qui l'écarte de son propre comté après avoir nommé le conservateur Claude Wagner au Sénat et le créditiste Lionel Beaudoin à la Commission canadienne du blé, le député libéral sortant du comté d'Hocheville, M. Jacques Lavoie, a confirmé qu'il sera candidat libéral indépendant dans le nouveau comté d'Hocheville-Maisonnette, et qu'il fera ainsi la lutte au candidat libéral officiel du parti, M. Serge Joyal. «C'est à la population qui m'a élu de me juger, et non à l'Association de comté ou au parti», a déclaré M. Lavoie, qui a été écarté du nouveau comté voisin de Sainte-Marie par le président de l'Association libérale locale, M. Jean-Claude Malépart. C'est en vain que M. Lavoie est intervenu auprès de l'organisateur en chef du parti au Québec, M. Gilles Ouellette, pour tenter d'obtenir que le député Serge Joyal se présente plutôt dans Bourassa. M. Ouellette lui a fait comprendre qu'on était à la recherche d'un candidat d'origine italienne dans ce comté.

Broadbent s'en prend à la hausse du prix des aliments

Mario FONTAINE

Envoyé spécial de LA PRESSE

MANITOBA — Gérante d'une coopérative d'alimentation à Saint-Boniface, en banlieue de Winnipeg, Gilberte Proteau guide avec une fierté évidente le chef du Nouveau Parti Démocratique dans les allées du super marché où s'approvisionnent 700 familles des environs, à des prix défiant toute concurrence.

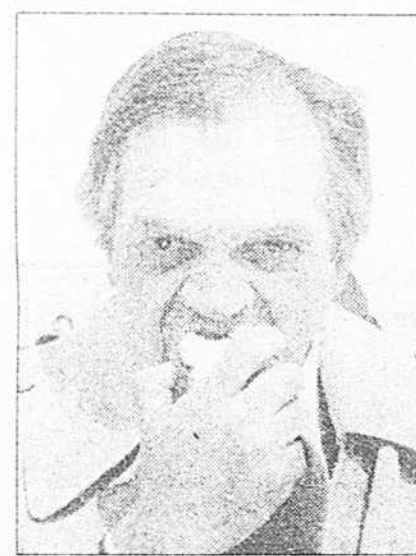
Un décor idéal pour Ed Broadbent, qui a profité de son passage au Manitoba hier pour s'en prendre à la hausse excessive du prix des aliments.

Le leader néo-démocrate accuse les intermédiaires et les détaillants d'être les principaux responsables de cette flambée des prix, au détriment des consommateurs et même des producteurs agricoles.

Ces derniers ont très peu à voir avec la hausse de 21,7 pour cent du prix des aliments survenue au cours des douze derniers mois, assure M. Broadbent. Par exemple, alors que le prix du porc a augmenté de 11,7 pour cent, les éleveurs n'ont reçu que 1,6 pour cent de plus.

Appuyé sur un étalage de pampeloues et d'oranges, M. Broadbent donne des noms, lance des chiffres. George Weston, le conglomérat le plus important de tout le Canada dans le secteur de l'alimentation, a augmenté ses profits de plus de 80 pour cent l'an dernier. Loblaw, de 39 pour cent. Dominion, de 15 pour cent.

Tout cela, fait-il remarquer, pendant que les travailleurs n'ont vu leurs salaires croître que de seulement 6 pour cent. Ceux-ci ont été raisonnables dans leurs reven-



C'est dans une coop alimentaire qu'Ed Broadbent a accusé les intermédiaires de hausser indûment le prix des aliments.

dications jusqu'à présent, mais cela ne durera pas bien longtemps si l'inflation continue à ce rythme, prévient M. Broadbent.

Pour limiter la hausse du prix des aliments, le chef néo-démocrate propose la création d'une commission ayant le pouvoir d'enquêter en cas d'augmentations injustifiées, et d'ordonner la réduction des prix de certains produits le cas échéant.

Cette idée n'est pas nouvelle. Le NPD l'avait proposée à la Chambre des communes le 27 février dernier, en vain. Libéraux et Conservateurs s'étaient en effet ligés pour s'y opposer.

French power

Même s'il a paru impressionné par sa visite au magasin «co-op» hier, M. Broadbent s'est abstenu

de faire l'éloge du système coopératif comme façon de battre la spirale inflationniste dans le domaine alimentaire.

Pourtant, si on en croit Mme Proteau, une famille de trois personnes peut économiser plus de \$250 par an pour sa nourriture en devenant membre de la coopérative, avec une cotisation initiale d'à peine \$10.

Evidemment, le magasin de Saint-Boniface n'offre pas tous les gadgets des grandes chaînes d'alimentation: pas de musique douce dans les allées, ni de lampes rehaussant la couleur des viandes, ni même de présentation esthétique des produits.

Ce qui n'empêche pas les sociétaires d'en être fiers et de croire que la formule peut s'appliquer avec succès ailleurs au pays. Incidemment, c'est un groupe de Franco-Manitobains qui a donné le jour à l'entreprise, avec l'aide de la Caisse Populaire locale.

Les francophones composent environ 60 p. cent de la clientèle du super-marché où tout est bilingue, à commencer par le Conseil d'administration jusqu'à l'affichage. Une performance dans une province dirigée par le premier ministre conservateur Sterling Lyon, qui n'est pas du genre à faire de cadeaux à sa minorité francophone.

Après avoir rencontré un groupe d'organisateur du parti en fin d'après-midi hier — le NPD ne compte que deux députés au Manitoba — M. Broadbent s'est envolé en soirée pour Toronto, afin de participer à une émission de ligne ouverte aujourd'hui.

MAUREEN McTEER

La politique, c'est sa vie ou presque

par Gilles PAQUIN

envoyé spécial de LA PRESSE

KAMLOOPS — Maureen et Margaret, c'est le jour et la nuit, mais elles ont quand même deux choses en commun: elles sont toutes deux épouses de chef politique et féministes.

Autant Maureen McTeer est sereine et discrète face aux journalistes lorsqu'elle voyage avec son mari Joe Clark, autant Margaret Trudeau était exubérante et cherchait à se raconter dans les mêmes circonstances.

Au cours d'une interview accordée à LA PRESSE hier, Maureen McTeer a accepté volontiers de parler de son rôle dans la campagne électorale. Elle s'est toutefois montrée plus réticente à commenter les nombreux articles que suscitent les confessions de Margaret.

Bien sûr les gens m'en parlent pendant la tournée, dit-elle, je

sens qu'ils nous comparent parce qu'on est toutes deux épouses de chef de parti. Mais je refuse de faire des commentaires. Souvent ceux qui abordent la question avec moi le font sous forme d'affirmation, je ne cherche pas à poursuivre et je change de sujet, explique-t-elle.

Je ne connais ni Margaret ni Pierre Trudeau personnellement, dit-elle, je ne vois pas pourquoi j'ajouterais foi à toutes les affirmations gratuites que l'on entend à leur propos. Ce qui est leur vie, poursuit Mme McTeer, ça les regarde.

Pressée de dire en quoi les gens les comparent elle et Margaret, l'épouse de M. Clark manifeste un peu d'agacement et remarque que les gens s'imaginent toutes sortes de choses à leur propos.

Il y a pourtant une différence fondamentale entre Margaret qui s'enrichit en vendant des lambeaux de sa vie privée avec le

premier ministre et la compagne de tous les instants de Joe Clark. Contrairement à Margaret, Maureen a une autonomie antérieure à son mariage, elle avait déjà choisi une profession: «Dans ma carrière, dit-elle, on doit travailler.»

Comme stagiaire dans une étude d'avocats d'Ottawa, elle récolte tout le travail dont les autres ne veulent pas. «J'ai des journées bien remplies», dit-elle. A l'occasion de la campagne elle a cependant obtenu un congé sans solde de deux mois pour faire sa part ici.

Si on n'aime pas la politique, on ne peut faire ce que je fais avec Joe, dit-elle. Si je peux tenir le coup physiquement, poursuit-elle, je passerai une dizaine de jours à bord de l'avion à faire la tournée des provinces au début et à la fin de la course.

Entre ces deux périodes elle ira faire campagne dans la circon-

scription de Yellowhead en Alberta où M. Clark est candidat. Elle se rendra également passer quelques semaines dans différentes villes de l'Ontario où la lutte est particulièrement serrée, apportant son appui aux candidats du parti.

Depuis lundi, par exemple, Maureen McTeer a visité des électeurs dans une des circonscriptions d'Halifax et participé à une assemblée avec des militants dans cette même ville. Le mardi, elle s'est rendue à Québec et à Lévis avec son mari qui prononcera une courte allocution. Ayant appris les français dans son enfance près d'Ottawa, elle le parle avec une aisance à faire rougir son conjoint.

Le mercredi et le jeudi, elle a poursuivi avec la caravane de son mari, la tournée en Alberta et en Colombie-Britannique. C'est un rythme ahurissant qu'elle sou-

tient fort bien jusqu'ici, semble-t-il.

Elle reconnaît cependant que le goût de se porter candidate qu'elle avait il y a quelques années, à l'époque où elle travaillait au parlement, l'a quitté depuis.

Ce serait presque invivable si elle se présentait, explique-t-elle, il ne lui resterait plus le temps de s'occuper de sa fille Catherine qui n'a que deux ans et demi. Celle-ci passe la période électorale chez sa grand-mère à la campagne et ne voit ses parents que le samedi ou le dimanche lorsqu'ils s'accordent un jour de répit.

La vie d'un chef de parti n'est pas facile, note Maureen McTeer, on n'a pas d'intimité, les gens vous reconnaissent sur la rue et vous abordent, alors que le simple député passe inaperçu. Aucun regret dans sa voix cependant, la politique, c'est toute sa vie ou presque.



Maureen McTeer

VILLES ET citadins

du nord au sud

Laval répondra au budget Parizeau dans 10 jours

par Jean-Paul CHARBONNEAU et Germain TARDIF

Ce n'est pas avant une dizaine de jours encore que Laval fera connaître sa position relativement au dernier budget du ministre Jacques Parizeau. L'administration municipale a demandé à ses experts de faire une étude détaillée du budget. Mercredi, le trésorier de la ville s'est même rendu à Québec afin de prendre possession de certains documents pertinents.

Aménagement du territoire

Le maire Lucien Païement s'attend à se rendre à Québec prochainement afin d'être entendu à la Commission parlementaire siégeant sur l'aménagement du territoire.

Les autorités municipales viennent de déposer un mémoire à cet effet.

34 lits

C'est aujourd'hui que se déroule la plus importante clinique de sang en Amérique du Nord. Les donateurs ont jusqu'à 21h pour aller donner de leur sang à la clinique du maire de Laval, à l'hôtel de ville. L'an passé, la Croix-Rouge avait recueilli 2005 chopines. Afin de dépasser ce nombre, les responsables ont décidé d'ajouter 14 lits ce qui porte le nombre à 34. Un service de garderie a même été mis sur pied.

Deuxième hôpital: travaux en août

Les travaux de construction du futur et deuxième hôpital de la Rive sud débiteront le 1er août prochain, a fait savoir le ministre des Affaires sociales, M. Denis Lazure. Cette institution, attendue avec impatience depuis bon nombre d'années, sera située à Longueuil, près du Colisée Jean-Béliveau, comptera 350 lits, créera plus de 1,000 emplois, à part les travailleurs de la construction, et coûtera \$33 millions.

Le lavage d'autos à Boucherville

Les automobilistes de Boucherville pourront, cet été, laver leurs voitures toute la journée du mercredi et du samedi, sans limite d'heures. C'est ce qui ressort d'une résolution adoptée par le conseil municipal. L'an dernier, ils pouvaient le faire aux mêmes jours, mais seulement entre 20 et 23 heures. Cette activité restera interdite les autres jours de la semaine durant toute la saison estivale. Ce règlement ne s'applique pas aux lave-autos publics.

Une «mairie»

Il n'y a plus d'hôtel de ville à Sainte-Geneviève. L'actuel immeuble portera dorénavant le nom de «mairie de Sainte-Geneviève». La décision a été adoptée par une résolution du conseil et une demande a été faite au ministère des Affaires municipales d'ajouter la charte de la ville en conséquence.

Impasse à Dorval

C'est toujours l'impasse à Dorval où l'administration municipale du maire Sarto Desnoyers et le syndicat des cols bleus cherchent vainement, depuis des mois, une solution au conflit de travail qui paralyse la municipalité.

Hier le syndicat a nié les rumeurs à l'effet qu'une entente serait intervenue quant au protocole de retour au travail et à la signature d'une nouvelle convention collective. Le conseiller technique des syndiqués, M. Yvan Garon a déclaré que, bien au contraire, aucune entente n'existe et que rien ne pointe à l'horizon. Entre-temps, le lock-out décrété par la ville se poursuit et ce sont des entreprises extérieures qui prennent la relève des grévistes, au moyen de contrats. Le syndicat a de nouveau dénoncé cette politique de la ville de négocier par «lock-out» et par «scabs».

Quarante-neuf villes publient des bulletins d'information

par Florian BERNARD

Sous des titres divers — parfois très fantaisistes — et sous différents formats, plusieurs municipalités du Québec publient maintenant, de façon régulière, un bulletin d'information à l'intention des citoyens. C'est un phénomène aussi récent que nouveau.

Les administrations municipales ne peuvent plus opérer en vase clos. Les citoyens exigent d'être informés. Les politiques récentes du ministère des Affaires municipales depuis quelques années incitent les élus à rendre compte de leur administration. Les efforts de démocratisation des gouvernements locaux ont donné lieu à diverses initiatives, dont la publication de bulletins périodiques.

Certains de ces bulletins sont de véritables revues, bien présentées, d'un graphisme impeccable, tandis que d'autres, fort modestes, sont tirés à quelques milliers d'exemplaires sur des machines à ronéotyper.

Une idée qui se répand

Il y a cinq ans, seulement, on pouvait compter sur les doigts de la main les bulletins municipaux qui étaient publiés de façon régulière. Une recherche entreprise tout récemment par le ministère des Affaires municipales et publiée dans «Municipalités 79» indique que 49 municipalités du Québec publient maintenant, de façon régulière, un bulletin à l'intention des citoyens. Une autre recherche indique que près de 80 municipalités possèdent un responsable des relations publiques.

Les citoyens réservent un accueil très favorable à ces bulletins d'information, surtout des renseignements touchant les différents règlements adoptés par la municipalité. Plusieurs bulletins débordent le cadre de la simple information interne et consacrent des pages aux organismes communautaires et aux mouvements et associations.

Fantaisie et efficacité

Ce ne sont pas nécessairement les municipalités les plus popula-



ses qui publient un bulletin régulier. À preuve, les villes importantes comme Montréal, Laval, Québec ne possèdent aucun bulletin de liaison à l'intention des citoyens. Ce sont les villes possédant une population qui se situe entre 5,000 et 15,000 habitants qui semblent le plus activement engagées dans l'information aux contribuables et qui, en moyenne, publient davantage de bulletins d'information.

Les plus récentes initiatives dans ce domaine ont été prises par des villes de population moyenne, par exemple Bécancour et Lauzon. A Chertsey, deux conseillers municipaux ont été chargés de la responsabilité d'un bulletin distribué aux 1,250 habitants du village. Sur la rive sud, en face de Québec, trois villes publient maintenant leur bulletin; soit Bernières, Saint-Nicolas et Lauzon.

D'autres initiatives

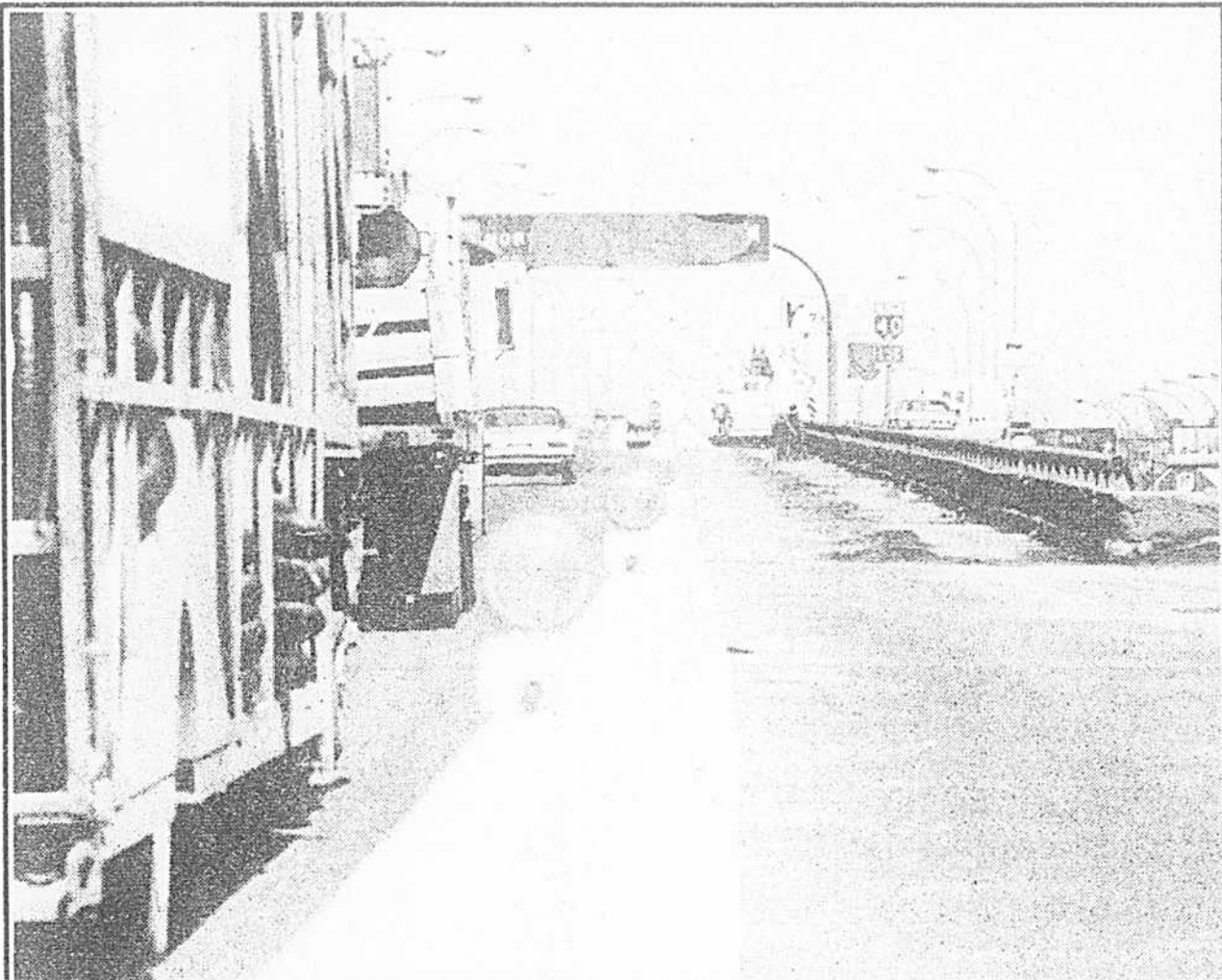
À Loretteville le conseil a décidé de créer une «commission de l'information» comprenant des élus et des contribuables. Cette commission publie maintenant un bulletin régulier. Dans les Cantons de l'Est trois petites municipalités, Stoneham, Tewkesbury et Saint-Adolphe ont regroupé leurs efforts pour publier un bulletin qui a pris le titre de «Petit Rap-

porteur». Les dirigeants de Saint-Louis-de-Terrebonne viennent également de lancer un bulletin d'information municipale. A Charlemagne, dans le comté de l'Assomption, c'est un modeste bulletin ronéotypé qui est distribué aux contribuables. Même chose à Lachenaie, dans le comté de Terrebonne, où le service des loisirs a obtenu la responsabilité du bulletin.

Dans l'île de Montréal

Plusieurs municipalités de l'île et de la région de Montréal publient des bulletins d'information. Le bulletin le plus prestigieux est probablement celui de Saint-Laurent avec ses 16 pages et ses nombreuses photographies. Mais d'autres villes offrent leur rivalité, notamment Ville d'Anjou, Outremont et Pointe-aux-Trembles dont le bulletin «Le Pointellier» est un petit chef-d'œuvre au plan du graphisme et de l'information.

À Mirabel le bulletin aux citoyens a adopté un titre évocateur, «À vol d'oiseau». Dans la région métropolitaine on publie également des bulletins périodiques à Beaconsfield, Dorval, Lachine, Ville LeGardeur, Longueuil, Pierrefonds, Saint-Lambert, Saint-Raphaël de l'île Bizard et Westmount.



La réfection du Métropolitain se poursuit

La réfection du boulevard Métropolitain, commencée l'an dernier, se poursuit cette année et durera jusqu'en septembre. Le tronçon touché par les travaux va de la rue De L'Esplanade au boulevard Pie-IX, d'abord d'ouest en est, puis dans le sens inverse. Les travaux comprennent la réfection du parapet latéral et du muret central auquel on ajoutera une clôture anti-éblouissante, la pose de nouveaux lampadaires et le recouvrement de la chaussée. Pour minimiser les embêtements qu'auront à subir les usagers de cette importante artère métropolitaine, le ministère des Transports assure qu'au moins une voie dans chaque direction restera ouverte.

La CTRS répond à ses chauffeurs

Les maux de dos ont augmenté avec le nombre de servo directions

par Denis LAVOIE

Le syndicat des chauffeurs d'autobus de la CTRS a tort d'imputer à l'absence de servo-direction sur certains autobus les maux de dos dont ils sont victimes, et n'ont pas plus de motif de craindre des accidents avec les autobus sans servo-direction.

C'est en effet ce que soutient la Commission de transport de la Rive sud, dans un communiqué de presse qui «dément formellement» les critiques formulées par le syndicat local de la Fraternité

des cheminots (FTQ). De plus, la CTRS précise que ses chauffeurs ne sauraient être considérés comme vieux, le plus ancien modèle datant de 1975.

En fait, on croit que la plainte que le syndicat des chauffeurs a adressé au ministre du Travail est futile ou non fondée, car les maux de dos constituent «50 pour cent des accidents de travail à la CTCUM... bien que la CTCUM soit équipée presque à 100 pour cent de véhicules à servo-direction.»

Les maux de dos rapportés par les chauffeurs de la CTRS ont par ailleurs augmenté avec le nombre d'autobus équipés de servo-direction, note la CTRS, qui précise que les chauffeurs de la Commission de transport de la Rive sud n'ont en moyenne que 30 ans, et deux ans et demi de service.

Quant à la sécurité de ses autobus, la CTRS rappelle que le récent rapport Jodoin mentionnait que les autobus de transport urbain sont sécuritaires à 99 pour cent. De plus, la Commission de

transport de la Rive sud mentionne qu'elle s'est classée bonne deuxième au Canada au chapitre de la sécurité routière l'an dernier.

Rejoint au téléphone, le président du syndicat des chauffeurs d'autobus M. Jacques Martel n'en soutient pas moins que les syndiqués s'accordent à considérer les autobus sans servo-direction comme difficiles à conduire et source de leurs maux de dos, en plus de constituer un risque d'accident parce qu'ils sont plus difficiles à manoeuvrer.

A Boucherville

Déblocage à la NACAN

Après neuf mois de grève, les 42 employés de l'usine NACAN de Boucherville (qui produit les colles Lepage) commencent à voir le bout du tunnel, un règlement sur l'ensemble des clauses normatives étant espéré pour aujourd'hui, suite à un important déblocage survenu récemment à la table de négociation.

Le conflit ne sera pas réglé pour autant, même s'il n'y a plus que sept points à régler dans le normatif et que la question salariale n'a jamais été au centre du conflit. En effet, les choses risquent de se gâter lorsqu'on abordera le protocole de retour au travail, après avoir discuté la semaine prochaine des clauses monétaires.

Le conflit s'étant enlisé, des poursuites judiciaires ont été intentées de part et d'autre, et des

rancœurs subsistent dans l'esprit des employés. Ceux-ci sont en effet marqués par la durée du conflit, comme par la stagnation des négociations qui n'avaient guère progressé jusqu'à tout récemment.

S'il y a tout de même espoir d'un règlement prochain, c'est

que maintenant la partie patronale désire accélérer les choses. Pourquoi? Une menace de grève pèse sur une autre usine de Nacan à Toronto, un vote en ce sens devant être pris sous peu, ce qui aurait accéléré les négociations de l'avis du président du syndicat en grève, M. Robert Forest.

Supplément au loyer: Montréal attend Québec

par Marc DORE

La Ville de Montréal est d'accord, en principe, avec l'instauration d'un régime de supplément au loyer pour les personnes âgées, qui serait administré par l'Office municipal d'habitation, et financé par la Société centrale d'hypothèques et de logement, la Société d'habitation du Québec et la Ville.

Mais ce régime ne pourra être mis en place avant l'adoption par le conseil des ministres du gouvernement du Québec de la programmation de la SHQ pour 1979 et des crédits qui y seront affectés. Ce qui ne sera pas fait avant juin, selon un porte-parole de la SHQ.

Ce type de subvention, qui vise à diminuer le loyer des personnes âgées demeurant dans des centres d'accueil pour la rapprocher du niveau pratiqué dans les HLM municipaux, est déjà appliqué depuis plusieurs années en Ontario, mais est à toutes fins utiles inexistant au Québec.

Il existe toutefois deux centres d'accueil pour handicapés qui l'utiliseront sous peu, de façon quasi-occulte toutefois, car on semble craindre tant à la Ville qu'à la SHQ, une ruée de bénéficiaires vers les maisons en question.

L'un des objectifs du programme de supplément au loyer est de permettre une plus grande souplesse dans la répartition des subventions au logement pour certaines catégories de la population, entrées autres dans le choix de logement qui leur est offert.

Actuellement, les personnes

âgées qui n'ont pas les moyens de payer le prix du marché pour leur logement, doivent obligatoirement chercher une place dans les HLM de la Ville.

Ce qui n'est pas une sinécure: on estime en effet que la liste d'attente pour un logement dans les immeubles publics dépasse les 10,000 noms, à Montréal seulement.

Selon le président de l'OMH de Montréal, M. Guy Legault, un tel programme s'appliquant aux centres d'accueil pourrait toucher jusqu'à 5,000 logements. Dans un premier temps toutefois, il pourrait être limité à ceux d'entre eux qui sont administrés par des sociétés sans but lucratif, ce qui équivaut selon lui à 1,500 logements.

M. Legault déclare également que le comité exécutif de la Ville a donné son accord de principe à l'établissement d'un programme de ce genre, et qu'une fois la décision prise à Québec, il ne resterait qu'à l'adapter au contexte montréalais.

Les réductions de loyer dont bénéficieraient alors les locataires admissibles de ces centres d'accueil pourraient aller jusqu'à 22 pour cent. Le loyer exigé d'eux serait équivalent de celui demandé dans les HLM, la différence entre ce dernier et le prix du marché étant absorbée par la SCHL (50 p.c.), la SHQ (40 p.c.) et l'OMH (10 p.c.), selon le type d'entente qui permet d'éponger les déficits d'opération des logements publics.

Votre horoscope

♈ **DU 21 MARS AU 20 AVRIL**
BELIER
Au travail, vous aurez l'esprit compétitif, vous ferez des prouesses. Côté du cœur, si vous êtes libre, ce sera un vendredi de décisions. Vous allez être à la fois attiré et troublé par un sentiment qui prendra une force et une ampleur qu'au départ vous n'avez certainement pas imaginées. Pourrez-vous vous y engager à fond ou sera-t-il encore temps de faire marche arrière?

♉ **DU 21 AVRIL AU 20 MAI**
TAUREAU
Vous serez un amoureux franc, direct, passionné. Les discussions seront assez vives mais elles ne crèveront pas d'écart entre vous et la personne chère. Il se pourrait même qu'elles servent un rapprochement souhaité. Au travail, vous mènerez les choses rondement. Vous aurez une grande ouverture d'esprit, un abord sympathique, de l'assurance et de la ténacité.

♊ **DU 21 MAI AU 21 JUIN**
GÉMEAUX
Votre avenir sentimental s'annonce heureux et stable. Des projets seront ébauchés, vous n'en finirez pas de vous attendre. En amitié, vous serez tolérant et vous comprendrez les raisons de certaines attitudes. Au travail, vous déploierez beaucoup d'ardeur, d'énergie et même de zèle afin d'améliorer votre situation. Vous bénéficierez d'un excellent tonus.

♋ **DU 22 JUIN AU 22 JUILLET**
CANCER
Vous exercerez une grande influence auprès de la personne qui vous intéresse. Les circonstances vous amèneront à considérer les réalités de plus près. Vous saurez parfaitement qu'on ne vit pas d'amour et d'eau fraîche. Au travail, vous allez bénéficier d'heureuses influences astrales qui renforceront votre créativité. Vous prouverez largement votre valeur.

♌ **DU 23 JUILLET AU 23 AOÛT**
LION
Au travail, vous n'avez plus le droit de douter de vous, donc un peu plus d'audace et vos succès ne se compteront plus. En amitié, méfiez-vous des flatteurs. Votre santé sera de fer et votre moral sera au diapason. Sur le plan sentimental, vos amours se dérouleront sans fait marquant bercés par des joies. Alors! Pourquoi cette inquiétude perpétuelle? Vivez intensément.

♍ **DU 24 AOÛT AU 22 SEPTEMBRE**
VIERGE
C'est un vendredi qui ne sera pas particulièrement exaltant car votre ciel astral ne montre pas de changement spectaculaire; cela n'a rien d'affligeant car en revanche il vous sera très facile de nouer des amitiés nouvelles qui sauront résister au temps. Au travail, ne faites pas la fine bouche, accomplissez votre tâche de votre mieux sans vous attendre à de l'avancement.

♎ **DU 23 SEPTEMBRE AU 23 OCTOBRE**
BALANCE
La journée sera marquée par une tendance à manifester une paresse qui vous est inhabituelle; rassemblez toute votre énergie pour lutter contre ce travers. Quant à votre vie sentimentale, elle sera heureuse, brillante. Une atmosphère très tendre et détendue vous permettra de mettre vos qualités innées en valeur. L'amour de l'être cher vous sera sincèrement acquis.

♏ **DU 24 OCTOBRE AU 22 NOVEMBRE**
SCORPION
Au travail, vous manifesterez une certaine générosité et cela portera ses fruits. Vous chercherez à détendre l'atmosphère et vous vous détendrez vous-même. Professionnellement, vous gagnerez du terrain. Sur le plan sentimental, malgré le risque de petits accrochages, cela ne vous empêchera pas de mener à bien l'ensemble de votre vie. Vous aurez du soleil dans le cœur.

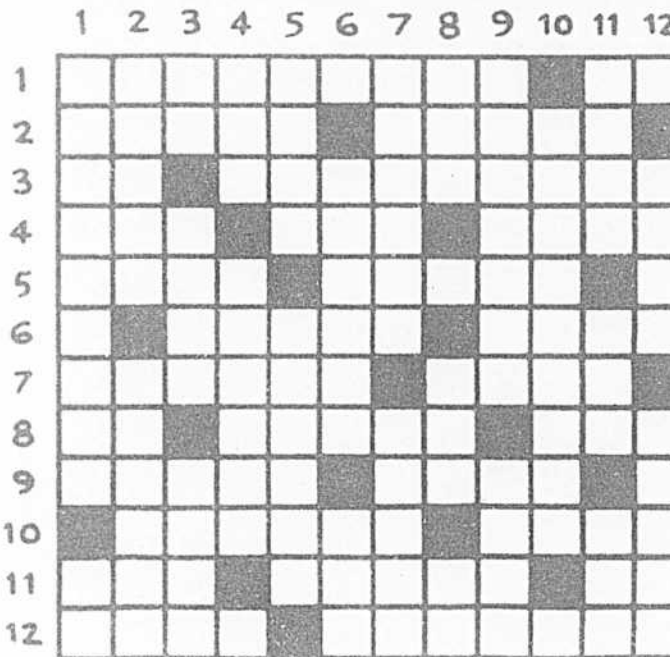
♐ **DU 23 NOVEMBRE AU 21 DÉCEMBRE**
SAGITTAIRE
Sur le plan sentimental, faites preuve de subtilité et de souplesse, cela vous permettra d'éviter un certain nombre de contrariétés, mais ce ne sera pas une raison cependant pour vous laisser mener par le bout du nez. Au travail, votre tonus sera un peu en baisse mais ce n'est pas une raison pour vous laisser aller à une attitude négative. Ralentissez mais agissez tout de même.

♑ **DU 22 DÉCEMBRE AU 20 JANVIER**
CAPRICORNE
Aujourd'hui, rien de sensationnel dans votre ciel astral. Votre vie de travail ne vous apportera rien de neuf, aucune surprise, ni bonne ni mauvaise. Dans le fond, cela vaut mieux. Votre vie sentimentale vous apportera une chaleur et une affection qui meublent agréablement ce manque d'agitation. Profitez-en pleinement sans chercher midi à quatorze heures.

♒ **DU 21 JANVIER AU 19 FÉVRIER**
VERSEAU
Sur le plan sentimental, vous serez compris et vous vous sentirez regaillardir par l'enthousiasme que démontrera la personne qui vous aime. Au travail, le dialogue sera très ouvert, on parlera des modifications qui devraient être apportées à votre environnement quotidien. On perdra du temps mais vous rattraperez les retards. Votre moral sera au beau fixe.

♓ **DU 20 FÉVRIER AU 20 MARS**
POISSONS
Si vous désirez maintenir vos amours et conserver vos amis, il vous faudra garder toute votre maîtrise. En effet, votre tempérament sera belliqueux et vous aurez tendance à exprimer trop ouvertement ce que vous pensez. Au travail, diminuez votre rythme car trop de hâte, de précipitation, vous nuiront. De plus, votre franchise sera mal appréciée.

MOTS CROISÉS



- HORIZONTALEMENT**
- 1—Au Moyen-âge, jeune homme aspirant à être fait chevalier — Patrie d'Abraham.
 - 2—Perfection — Curées.
 - 3—Jeu d'origine chinoise — Analphabète.
 - 4—Monnaie de Suède — Agent de Louis XV — Courroux.
 - 5—Boule — Noir.
 - 6—Apologie — Impressionnée.
 - 7—Rose — Evêque normand.
 - 8—Infinitif — Estonie — Issue.
 - 9—Vernis — Groupe de maisons.
 - 10—Alterne les cultures d'un champ — Chateau dominant l'Indre.
 - 11—Organisation internationale du travail — Famille anglaise — Une personne.
 - 12—Donne du lait — S'arrêtent.

- VERTICALEMENT**
- 1—Dévotion excessive — Carcasse.
 - 2—Aime avec passion — Lieu planté d'ormes.
 - 3—Démonstratif — Leurs jours sont longs — Vin mousseux.
 - 4—Déteste — Palmier.
 - 5—A fait le portrait de Mme de Maintenon — Mammifère carnassier d'Amérique du Sud.

- 6—Moitié de l'échine d'un veau (pl.) — Patron des peintres.
- 7—Evêque de Lyon — Qui manque d'ardeur.
- 8—Se procura — Argile — Au milieu d'un gigot.
- 9—Qui a quitté les affaires — Bête qui grogne.
- 10—Manière d'agir habituelle.
- 11—Détournée — A recours à — Partie des grains de céréales.
- 12—Cheville — Narine des cétacés.

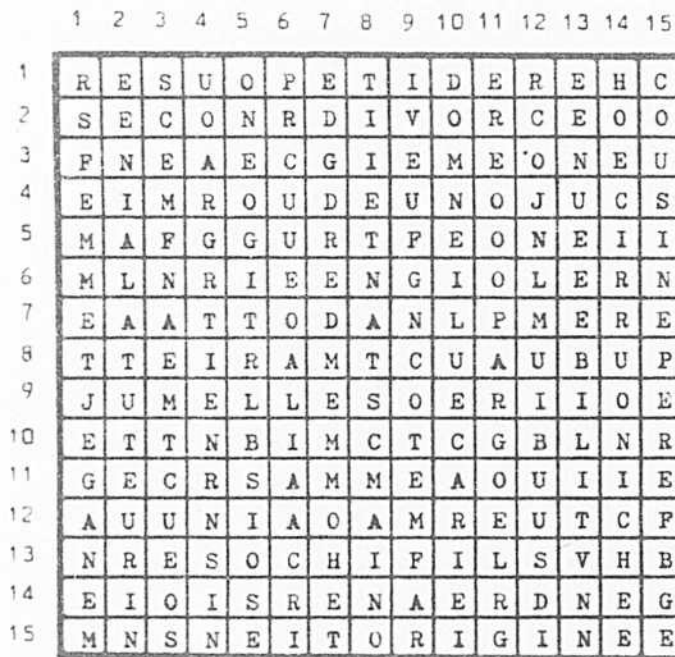
Solution au prochain numéro



Solution du dernier problème

MOT-MYSTÈRE

LA FAMILLE — Un mot de 7 lettres



- | | | | | |
|----------|----------|----------|----------|---------|
| AIEUL | DÉGRE | GENDRE | MÉNAGE | SOEUR |
| AINE | DIVORCE | HEREDITE | MERE | TANTE |
| BEN | DOT | HOMME | MIENS | TIENS |
| BIGAMIE | DROUIN | IBN | NICHEE | TRONC |
| BRU | ELOIGNE | ISSUE | NOCES | TUTEUR |
| COGNAT | EPOUSER | JUMELLES | NOURRICE | TUTRICE |
| CONJOINT | FAMILIAL | LIEN | ORIGINE | VEUF |
| COTE | FEMME | LIT | PERE | VIDUITE |
| COUPLE | FILIAL | MAISON | PRENOM | |
| COUSINE | FILS | MAMAN | PUINE | |
| COUVEE | FRERE | MARIE | RACE | |

Solution du dernier problème: AGONIE

Explication du jeu

Éliminez un à un les mots de liste qui vous reprennent dans la grille. Ces mots peuvent se lire horizontalement, verticalement, diagonalement, de droite à gauche, de gauche à droite, de bas en haut et de haut en bas. Les lettres qui vous restent composent le mot mystère.

RÉPONSE A VOS QUESTIONS

Si vous recherchez la réponse à un problème se rapportant à l'astrologie, il suffit d'écrire à VOTRE HOROSCOPE, La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y 1K9

QUESTION — Je suis né en Haïti le 19 août 50 et mon épouse le 7 juin 55. J'aimerais savoir ce que nous réserve l'avenir. Quel est mon ascendant et nos chiffres chanceux. J'aimerais aussi savoir à quel décan de mon signe j'appartiens. Merci.

RÉPONSE — Ne m'ayant point donné votre heure de naissance, je ne peux donc point malheureusement établir votre ascendant. Vos

chiffres chanceux: 1-5-8-10-19-21 et ceux de votre épouse: 4-7-9-13-17-20. Vous êtes né dans le 3e décan de votre signe du Lion. Vous serez tenté, d'ici la fin du printemps, de vous lancer dans des spéculations mais votre état d'esprit, semble-t-il, ne s'y prêtera pas. Par contre, si vous savez attendre jusqu'en juin vous pourrez réaliser une ambition financière que vous visez depuis longtemps. Vous donnerez une assise solide à vos projets durant les mois d'été. Ayez soin de les présenter avec conviction aux personnes qui y sympathiseront. L'initiative, dont il est question ici, peut provoquer des changements importants dans votre environnement familial et social.

QUESTION — Pouvez-vous me dire quel jour était le 4 janvier 36? Quel est aussi mon ascendant et que me réserve l'avenir? Côté finances, y voyez-vous que tout s'arrangera bientôt?

RÉPONSE — Le 4 janvier 36 était un mardi. (Point d'heure de naissance, point d'ascendant possible). C'est du côté des contacts et des re-

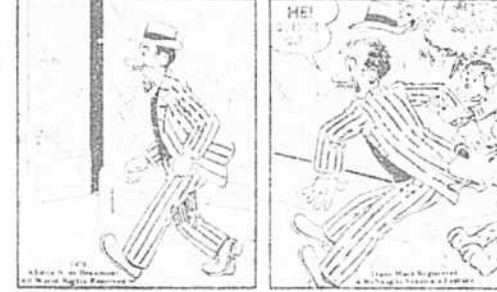
LES NAUFRAGES



FERDINAND



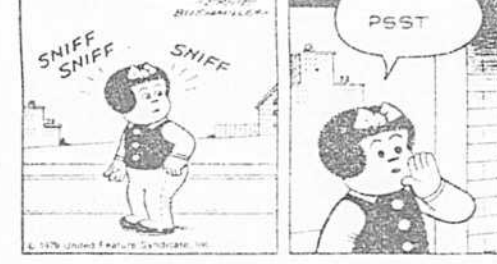
MUTY ET JEFF



PEANUTS



PHILOMÈNE



MON ONCLE



BOZO



MANDUKASANA - la grenouille à genoux



lations que vous devez jeter un coup d'oeil cette année pour améliorer vos conditions financières. Les questions matérielles surtout vont fort accaparer votre activité et votre attention dans les mois à venir, et cela peut continuer jusqu'à la mi-été. Pour la seconde partie de l'année, les tendances seront nettement meilleures.

QUESTION — Mon mari est né le 8 novembre 1924 et moi le 5 mars 1929. Nous sommes très heureux en ménage mais nous aimerions tout de même savoir ce que nous réserve l'année 79.

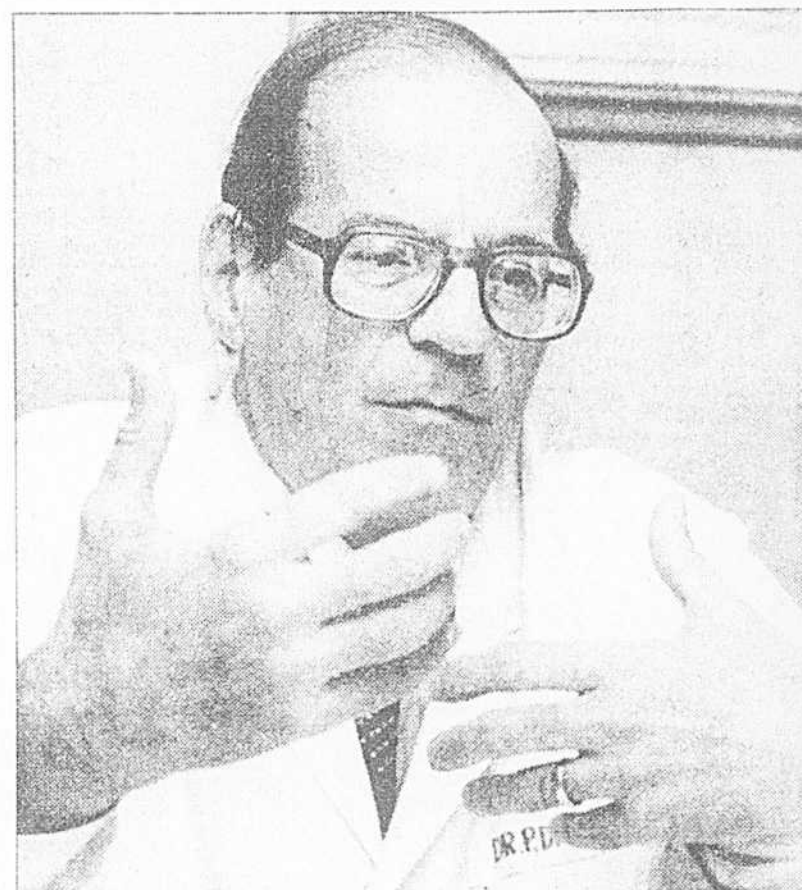
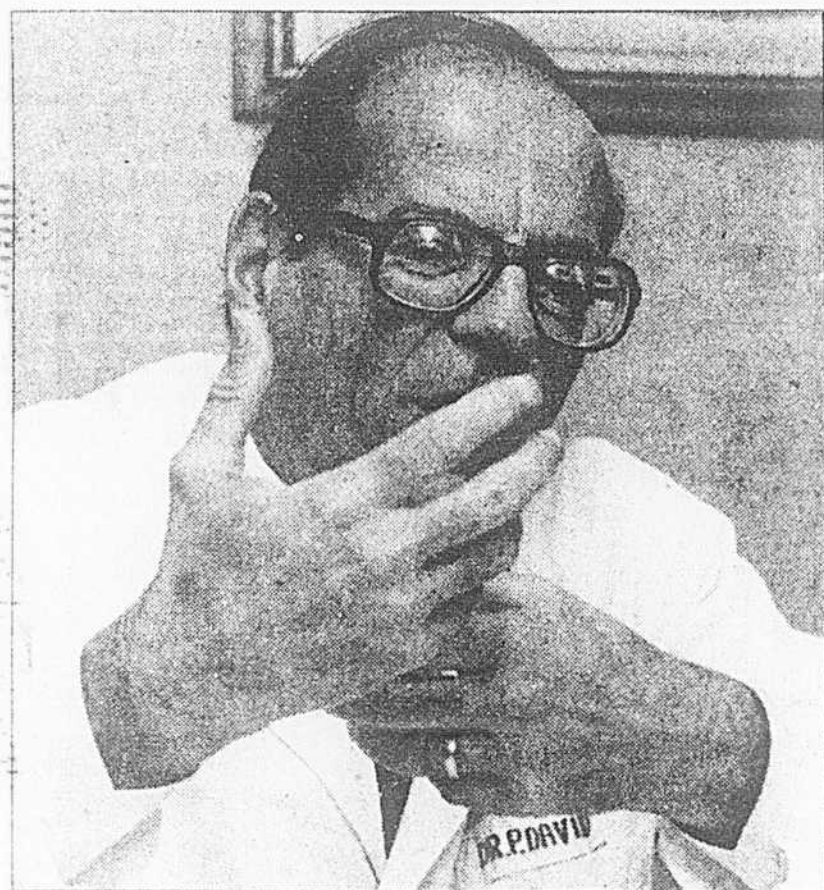
RÉPONSE — Les astres protègent votre bonheur sans nuage. Les rapports promettent de demeurer harmonieux entre vous. Vous pouvez avoir des idées très intéressantes dans les trois prochains mois, il serait bien indiqué à l'heure actuelle de penser à les commercialiser. A ce sujet vous pouvez faire entièrement confiance à votre conjoint. Ne laissez pas vos amis vous influencer pour une décision au su-

jet d'un déplacement, un voyage d'agrément. Vous êtes mieux de l'organiser à deux qu'en groupe. C'est indiqué pour juillet, vous avez le temps d'y voir. Excellente année donc en perspective.

QUESTION — Je suis née le 11 mars 1908 aux E.U., à Rumford, Maine. Quel est s.v.p. mon ascendant et mon décan? Voyez-vous quelques changements pour moi, côté chance et santé?

RÉPONSE — Ne m'ayant point donné l'heure de votre naissance, il m'est impossible d'établir votre ascendant. Vous êtes dans le 3e décan de votre signe. Ce qui peut apporter des changements dans votre existence au cours des mois à venir s'inscrit dans votre tracé astral, telle une transaction sur le plan de la résidence. Je ne perçois pas d'indices de transformation à d'autres niveaux. Cet événement se présente comme une réussite, quelque chose que vous attendiez et dont vous serez satisfaite. A la santé les astres vous sont favorables, tout devrait demeurer dans l'ordre sur ce plan.

L'Institut de cardiologie de Montréal, l'un des plus beaux fleurons du Québec



photos Réal St-Jean, LA PRESSE

Le Dr Paul David: l'homme des défis



par
Claire
DUTRISAC

L'INSTITUT de cardiologie de Montréal célèbre, cette année, son vingt-cinquième anniversaire. C'est une institution de renom international, une des gloires du Québec. Derrière une œuvre d'envergure, on trouve toujours un homme. Derrière l'Institut se dessine la figure du Dr Paul David, son créateur.

L'homme...

Qui est-il, ce cardiologue célèbre dont la montée foudroyante a suscité beaucoup d'admiration associée parfois à beaucoup d'envie? Le Dr David est un cadeau de Noël à la société québécoise: il est né à Montréal, le 25 décembre 1919 plus précisément, rue Crescent. Son père, Athanase David, fut ministre et sénateur. Sa mère, Antonia Nantel, de St-Jérôme, était fille de ministre. Donc, le Dr David avait un statut social élevé.

«J'ai eu une enfance sans histoire. D'ailleurs, j'oublie facilement les moments pénibles de l'existence», dit le Dr David. Mais il nuance: «Sans histoire... mais difficile à cause des absences très, très fréquentes de mon père, et de ma mère aussi.» Car Mme David avait une vie sociale débordante. Il en parle avec une admiration non déguisée. «Elle a contribué, autant que mon père à la vie culturelle du Québec. C'étaient deux créateurs.» Il ajoute en souriant: «Elle était dame patronnesse de tout ce qu'il était possible de patronner...»

«L'Indien!»

Le Dr David a fait ses études d'abord chez les Soeurs des Saints Noms de Jésus et Marie, puis au Collège de Montréal. «J'ai été pensionnaire; c'était une épreuve difficile d'être pensionnaire à quelques pas de chez nous... même si je comprenais les raisons de cette décision. Puis, mon père qui avait une grande estime pour l'éducation française, m'a envoyé chez un oncle, en France. J'avais quatorze ans.» Il a décroché son baccalauréat, «dans le bon premier tiers et même avant!» alors que, pour rattraper les étudiants français, on lui avait fait sauter une année.

«Ce fut une expérience unique. J'étais déjà très ambitieux. Là-bas, la réussite n'était pas conditionnée par le statut social. D'ailleurs, on ignorait tout du Québec. On m'appelait «l'Indien» parce que je venais d'Amérique.

«Cette expérience m'a prouvé qu'on avait (au Québec) suffisamment d'intelligence et de

goût du travail pour affronter n'importe quel milieu.» Il revint au pays à 19 ans, l'été qui précéda la guerre, en 1939. Une chance! «Toute ma vie, j'ai eu de la chance...»

Son père l'aurait bien destiné au droit mais il opta pour la médecine. Diplômé de l'Université de Montréal, en 1944, il était premier de sa classe avec la mention «Summa cum laude». «Ma décision fut fortement influencée par un livre, oublié de nos jours mais qui, à quelque 30 pages près, demeure toujours d'actualité, et que j'ai lu et relu: «L'Homme, cet inconnu» d'Alexis Carrel.»

En 1943, il a épousé Lily Mayard, qui est morte de cancer en 1969. Elle lui a donné six enfants. En 1972, le Dr David se remaria avec le Dr Yvette Lemire, cardiologue elle aussi.

Le hasard...

C'est un peu le hasard qui a orienté le Dr David vers la cardiologie. Il a fait deux ans de résidence en médecine interne, à l'hôpital Notre-Dame. Et c'est plus pour satisfaire les besoins de l'hôpital que par un goût irrésistible qu'il se dirigea vers la cardiologie. «Car, dit-il, toutes les spécialités médicales, à l'exception de la chirurgie, m'attiraient». Il poursuivit ses études un an, à Boston, et une autre année à Paris. Après quoi, il devint assistant en cardiologie, à Notre-Dame.

Il déclare modestement: «Grâce à la complicité, à la gentillesse de mes confrères, je me fis rapidement une clientèle.» Il travailla au sein d'une équipe qui compte des noms célèbres, dans le monde médical, les Léopold Morissette, Jules Prévost, etc.

«D'un défi à un autre»

Vers 1952, les Soeurs de la Charité, alors propriétaires de l'hôpital Notre-Dame, décidèrent de construire un autre centre hospitalier: Maisonneuve. Et elles sollicitèrent, comme directeur du service de cardiologie, le jeune (33 ans) et brillant cardiologue Paul David. Il pesa le pour et le contre. «J'avais soumis un plan tellement idéalisé que je m'attendais à un refus. Les religieuses ont dit oui très vite et ont rajouté un étage à l'hôpital pour réaliser mon programme!...» C'était l'ébauche de ce qui allait former l'Institut de Cardiologie.

On regroupait sur un même étage tous les services de cardiologie. Ainsi est né l'Institut de Cardiologie qui, dès cet instant, fut administré par une corporation indépendante de l'hôpital Maisonneuve. «C'était un début modeste. On avait 45 lits: nous étions trois cardiologues dont deux à demi-temps, quelques résidents.»

Un nationaliste

«On est parti avec un enthousiasme... presque délirant! Je pressentais l'extraordinaire avenir de la cardiologie, à cause des nouvelles techniques qui ont changé le diagnostic et le traite-

ment, soient le cathétérisme et la chirurgie cardiaque.» On était en 1954.

En 1950, le Dr Edouard Gagnon avait exécuté, à Notre-Dame, les premières commissurotomies au Canada et les coarctations de l'aorte (correction d'une sténose de l'aorte). «Ce n'était pas encore à cœur ouvert; le chirurgien y allait du bout du doigt, avec la sensation des obstacles comme guide... À l'époque, personne n'osait toucher au cœur...» C'est encore le Dr Gagnon qui, le premier au Québec, devait appliquer la technique opératoire dite «à cœur ouvert».

«L'Institut, c'était un défi qui avait une touche nationaliste. J'ai pensé que dans le milieu francophone, on pouvait faire en cardiologie ce que les anglophones avaient réalisé avec l'Institut neurologique de Montréal. Cette idée a joué très fort dans ma décision de me lancer à bride abattue dans cette aventure qui a débuté dans l'euphorie, avec une facilité déconcertante. Il n'y a qu'au Québec qu'on pouvait faire ça.» Ça n'a pas duré.

Car l'Institut, à Maisonneuve, avait la meilleure part du gâteau; et dans les diverses disciplines médicales s'affrontaient de jeunes spécialistes, dynamiques, ambitieux, désireux chacun de percer dans leur domaine. D'où certaines envies.

Un deuxième élan

Deux ans plus tard, l'Institut devait s'agrandir. Il fallut envisager de construire un hôpital. Ce projet donna lieu à toutes sortes de discussions et soulevait la question qui se pose encore aujourd'hui, après 25 ans de réussite: faut-il construire près d'un hôpital général pour bénéficier des autres services médicaux ou relever le défi de construire un hôpital autonome?

Un fervent nationaliste

Le Dr David a toujours été un fervent nationaliste. Mais il adresse aux Québécois le reproche que son père leur faisait: l'incapacité de reconnaître la compétence de leurs concitoyens.

«J'ai observé tout au long de ma carrière à quel point — et c'est vicieux chez nous — nous sommes critiques envers les nôtres. C'est vrai pour moi comme pour les autres. Par exemple, qu'après vingt-cinq ans, on remette en cause la fonction de l'Institut, ça me dépasse. On se dénie continuellement entre nous alors que les anglophones montent en épingle leurs leaders!

«Je n'accepte pas l'indifférence de notre population vis-à-vis d'une œuvre comme l'Institut. Je suis d'accord avec le renouveau de fierté du Québec, indéniablement des options politiques que l'on débat présentement. Je pense avoir fait preuve

L'équipe médicale s'est divisée à ce sujet: une partie resta à Maisonneuve, l'autre suivit le Dr David qui, après d'interminables discussions et de dures batailles, fit valoir son point de vue. L'Institut allait être construit là où il se trouve actuellement et rester autonome.

«Les 25 ans de succès de l'Institut témoignent de la possibilité, pour un établissement autonome, de fournir un excellent service. Les cardiologues ont tout de même étudié la médecine interne deux ans. C'est assez pour faire un diagnostic dans d'autres disciplines que la leur (exemple: un cardiaque diabétique) et pour appeler un consultant à la rescousse. D'ailleurs, nous en avons 70! Les malades n'ont pas souffert de notre autonomie.» En janvier 1966, l'Institut repartait, dans un nouveau souffle, avec 110 lits, envers et contre tout, y compris une opposition déclarée, et parfois une hostilité rentrée.

«Une place enviable, enviable...»

«La chirurgie cardiaque est redevable à la technique «cœur-pompe artificielle» de l'essor qu'elle a pris et qui devait aboutir à la transplantation cardiaque», souligne le Dr David. Le programme de greffes cardiaques réalisé à l'Institut devait lui attirer une popularité disproportionnée, affirme le Dr David. Nous avons opéré neuf personnes et connu neuf échecs. Nous avons eu le courage de proclamer officiellement la fin de ce programme. En ce qui a trait au moratoire des greffes cardiaques, nous avons joué un rôle de leader, selon des chercheurs de Harvard.

L'Institut a mis en application une nouvelle technique pour les angineux, celle du pontage aorto-coronarien dont la première,

d'un nationalisme vécu. Je laisse quelque chose au Québec.»

Un acte de foi

Le Dr David rend un vibrant hommage à cinq hommes qui furent ses maîtres: le Dr P. D. White, de Boston; en France, les professeurs Pierre Soullier, Jean Lenègre (aujourd'hui décédé) et Roger Fromont; et enfin, au Québec, au Dr Harold Segall qui fut «le père spirituel de ma carrière».

Puis il dit sa foi dans le concept de l'équipe pluridisciplinaire, dans une plus grande intégration des divers para-médicaux. Il croit aussi à la réadaptation du cardiaque «qu'il faudrait pousser à l'Institut» et où, d'ailleurs, on procède à une étude dans ce domaine. Il fait également confiance aux jeunes médecins chez qui s'éveille une conscience sociale que leurs aînés n'ont pas toujours, même si ces aînés furent des humanistes.

Il coïte, pour l'Institut, aux lendemains qui chantent.

à Montréal, a été faite en 1969. Depuis, on a ajouté 30 lits pour former un total de 140 avec une possibilité de 20 lits additionnels, pour peu qu'on ait le budget requis.

Au plan international, l'Institut occupe «une place enviable et enviable», due à plusieurs facteurs. «Une panoplie de résidents étrangers, venus étudier ici des quatre coins du monde (Japon, Russie, Chine, Amérique du Sud et du Nord, Europe, etc.) ont contribué à établir le renom de l'Institut. De plus, ses chercheurs ont mérité, en 1972, le prix Nativel. Et la dissémination des publications scientifiques de ses médecins dans les revues les plus hautement cotées et qui n'acceptent que 20 à 25 p.c. des travaux qui leur sont soumis ont assis le prestige international de l'Institut.»

Une conscience sociale

Le Dr David a une conscience sociale étonnante, si l'on tient compte de ses origines: il provient d'un milieu aisé, et, en plus, comme médecin, il a eu une formation étrangère à ce genre de préoccupations.

Du temps de Duplessis, à la radio, il osait dire: «Il est plus que temps d'étudier le programme d'assurance-hospitalisation que les autres provinces ont accepté.» Ce qui lui valut d'être averti que c'étaient là des «déclarations imprudentes pour qui bénéficie des largesses gouvernementales pour son établissement.»

Quant à l'assurance-maladie, encore là le Dr David prit publiquement une position d'avant-garde. Mais, dit-il, «je me demande si on n'a pas plongé un peu vite dans l'application universelle pour tout, pour la moindre visite au cabinet du médecin.» Il fallait cependant, soutient-il, protéger une partie de la population contre les risques majeurs de la maladie.

La «déshumanisation» des soins

Qui en est responsable? Les syndicats, les médecins?

«Tout le monde. Les syndicats, les médecins sont le reflet d'une société, d'une civilisation. Et c'est pourquoi je n'aime pas le terme déshumanisation des soins. Car si on en est rendu là, c'est la société globale qui est déshumanisée. Ce n'est pas vrai pour les médecins et pour le personnel des hôpitaux que dans l'industrie, dans les œuvres charitables, à l'école, pour les vieillards, les enfants. Nous traitons les malades avec les valeurs que nous avons. C'est un effort de restructuration des valeurs qu'il va falloir faire...»

Quelles sont les valeurs qui ont été perdues en cours de route? «Aujourd'hui l'individu essaie de retirer le maximum des droits que la société lui concède, sans se soucier des conséquences sur l'ensemble de la population. On vit égoïstement. On est pourtant

gâté au Québec en comparaison d'autres pays...»

Le Dr David regrette qu'on ne puisse plus «récompenser l'excellence et punir la médiocrité». «C'est une autre plaie de notre système actuel qui m'apparaît nocive pour ceux qui sont perfectionnistes.» C'est là l'une des conséquences de la sécurité d'emploi.

«La sécurité d'emploi existe autant pour le médecin que pour l'employé.» Un médecin admis au Conseil des Médecins n'est pas facile à déloger, même s'il est plus ou moins compétent, à moins qu'il pose des gestes extrêmement répréhensibles. «Cette sécurité, moi, me badre un peu. Peut-être parce que je ne me suis jamais soucié de sécurité.»

Une œuvre qui doit continuer

Le Dr David est conscient qu'une œuvre qui repose presque tout entièrement sur un seul homme est menacée. «J'ai eu l'obsession de la permanence de l'Institut. Je veux qu'il fasse partie pour toujours (un toujours relatif) du patrimoine médical du Québec. Je me suis donc entouré d'hommes de valeur, un peu bouillants parfois, dynamiques. Si bien que je ne suis plus inquiet de l'avenir. C'est pour moi la plus grande satisfaction que je puisse éprouver. Aussi, je me suis volontairement effacé devant de jeunes médecins, qui ont le même droit que j'avais à 30 ans de s'affirmer dans leur carrière.»

Il confesse: «C'est très difficile, quand on se sent en pleine forme, de se faire humble, modeste, de servir les autres.» Il lui faut aussi s'adapter à des conditions d'action différentes, à une démocratisation des décisions, à la consultation.

A-t-il des regrets? «Oui. J'ai trop eu trop jeune. J'ai atteint le point culminant de ma carrière à 40 ans. Mais si j'avais fondé l'Institut à 40 ans, je n'aurais eu ni le courage, ni l'énergie, ni la santé nécessaires pour affronter tous les problèmes qui se sont présentés. Ce sont donc des regrets largement compensés.»

Cette réussite prématurée exigera que, relativement jeune, à 45 ans, il lui faudra, essayer de se faire oublier, faire place à ses cadets.

D'autres regrets? «J'ai peut-être négligé d'autres valeurs...» Il énumère: «Ma famille, les sports, la marche, la solitude, la vie à la campagne, la lecture, les aspects matériels de la vie... Je n'aurai pas une bonne retraite.» Sa femme (la première) ne lui a jamais adressé de reproches, non plus que ses enfants. «Elle m'a épaulé d'une façon extraordinaire. Sans elle...»

L'Institut de Cardiologie fut la vie du Dr David qui a beaucoup mérité de la médecine et du Québec. Cette œuvre importante, capitale, doit durer...

Etude sur les attitudes des consommatrices canadiennes

On se fiche pas mal des problèmes de nutrition

QUEBEC (PC) — Les fabricants canadiens de produits alimentaires entendent bien dorénavant faire fi des prophètes de malheur qui accablent leur industrie, en diffusant davantage d'information qui permettra de dire «comment nous pouvons améliorer notre mode de vie pour être capables de jouir de ce que nous mangeons».

Cette réaction se base sur les résultats de l'étude effectuée par un groupe de travail des fabricants sur les attitudes des consommatrices canadiennes, qui ont été rendus publics cette semaine au congrès annuel de l'association qui se tient au Château Frontenac à Québec.

Constatations

Cette étude, réalisée à partir d'un sondage auprès de 200 mères de famille anglophones de London, Ontario, à Vancouver, et de 200 mères de famille francophones du Québec, en août 1978, démon-

tre que les Canadiennes ne se préoccupent pas de nutrition à moins qu'on leur pose une question directe à ce sujet, et que les problèmes d'inflation et de chômage retiennent bien davantage leur attention.

Soixante-deux p.c. des mères anglophones et 80 p.c. des mères francophones ont néanmoins convenu que la forme physique et la santé constituaient un grave problème au pays, mais ce problème serait surtout pour les autres.

Selon les données recueillies, 11 p.c. d'entre elles considèrent que des membres de leur famille ont des problèmes d'obésité, alors que Nutrition Canada estime cet excédent de poids à une proportion de 50 p.c.

Aliments

Si 70 p.c. des mères des deux groupes s'accordent sur les aliments qu'il importe de consommer pour une saine alimentation (viande, fruits, légu-

mes), à peine 20 p.c. pouvaient définir les aliments à éviter, leurs remarques portant plus spécifiquement sur les bonbons, la gomme et le chocolat; 10 p.c. mentionnaient les boissons gazeuses.

Un cinquième des anglophones et deux cinquièmes des francophones parlèrent de chips, pizza et d'aliments vite faits (convenience food); les raisons invoquées étaient la présence de gras ou l'absence de valeur nutritive de ces aliments.

Pour elles, le «junk food», ces aliments de collation, rend la vie agréable, et il n'y a pas lieu de s'en passer tant qu'il y a modération.

Les additifs, colorants ou aliments «naturels» préoccupaient peu les mères de famille interrogées.

Elles manifestaient cependant une certaine inquiétude, ressentant la peur devant l'inconnu à cause des informations contradictoi-

res véhiculées dans le public.

Habitudes

Les habitudes alimentaires des Canadiennes auraient peu changé ces deux dernières années, si l'on en croit le rapport des fabricants, si ce n'est que des aliments chers ont été remplacés dans le panier à provisions par d'autres moins dispendieux, les aliments commodes et vite prêts demeurant populaires.

Néanmoins, 33 p.c. achètent moins de viande et plus de substituts, 10 p.c. achètent davantage de fruits et légumes.

La hausse de prix aurait eu pour effet principal de leur compliquer la préparation de repas nutritifs, même si on admet qu'il y a encore beaucoup d'aliments sains abordables.

Ce sont les gouvernements et les employés qui seraient les moins responsables de ces hausses de prix, selon les Canadiennes, 10 p.c. seulement les attribuant aux profits excessifs des fabricants.

Paletot en cheveux humains: entre \$10,000 et \$30,000



HULL (PC) — La toute dernière mode dans le domaine de la fourrure ce n'est ni du léopard ou du jaguar et encore moins du vison — mais bien des cheveux humains.

Contrairement aux bûres de peu de valeur constituées de cheveux que portaient aux premiers temps de la chrétienté les ascètes et les martyrs, les paletots en cheveux humains présentés par le couturier Michel Bourgon coûtent entre \$10,000 et \$30,000 chacun.

M. Bourgon, qui reconnaît volontiers être un excentrique, a cousu des milliers de mètres de cheveux obtenus d'un manufacturier français de perruques qui a fait faillite. Ces cheveux sont cousus à même un tissu doublé de soie.

M. Bourgon avoue volontiers que ses manteaux de fourrure, ou de cheveux humains, sont monstrueux, ce qui ne l'empêchera nullement de les exposer à un salon de mode qui aura lieu à la fin du mois, à Ottawa.

Comment entretenir un manteau fait de cheveux humains? Le dessinateur de mode a résolu ce problème en contactant un perruquier qui a consenti à coiffer les manteaux à raison de \$150 la séance.

COLLECTIONS PAR LES DESSINATEURS DE RÉPUTATION MONDIALE
ACCOMPAGNÉES D'UNE ÉTONNANTE SÉLECTION DE PRIX VARIÉS.

De nos
collections de
manteaux et
costumes en
Ultrasuede®.
En couleurs
douces.
À droite, \$390.
À gauche, \$450.



Lily Simon

1320 rue Beaubien

il faut bouger

par Françoise Kayler

Le maintien du poids idéal et tout ce qu'il faut faire pour maigrir ou pour grossir sont liés de près à deux activités: l'alimentation et l'exercice physique. Au cours des prochaines semaines, cette chronique traitera du poids avec les conseils de deux spécialistes de ces deux questions, Hélène Cantin, diététiste nutritionniste au CLSC du centre-ville, et Gilles Corriveau du module Kino Québec de l'UQAM.

La calorie, c'est vraiment la bête noire de tous ceux qui veulent maigrir ou qui ne veulent pas grossir.

Tout ce qui brûle dégage de la chaleur qui peut se traduire en énergie. Les aliments «brûlent» dans l'organisme. C'est sur la chaleur qu'il dégage que

l'on se réfère pour déterminer la valeur énergétique des aliments, c'est-à-dire la quantité de calories qu'ils contiennent.

Une calorie représente la quantité de chaleur nécessaire pour augmenter la température d'un degré centigrade, d'un kilogramme d'eau.

TOUS les aliments contiennent des calories à l'exception de l'eau. On établit la valeur calorifique d'un aliment en évaluant chacun de ses composants. Si on sait qu'un gramme de glucide dégage 4 calories, un gramme de protéine dégage 4 calories, un gramme de lipides dégage 9 calories, on arrive à calculer le nombre de calories d'un aliment.

Par exemple, 4 onces de lait à 2% conti-

ennent 58 calories parce que cette quantité de lait est composée de 6 grammes de glucides, 2 grammes de lipides et 4 grammes de protéines.

La somme des quantités de calories contenues dans les aliments que l'on consomme chaque jour constitue l'apport énergétique, ou calorique, quotidien.

L'organisme dépense de l'énergie de deux façons. La première concerne toutes les fonctions obligatoires pour maintenir la vie. Ce sont les fonctions de base qui assurent le fonctionnement du cœur, des poumons, des organes de la digestion, etc. Elles forment ce que l'on appelle le métabolisme de base. Ce métabolisme requiert une quantité minimale d'énergie.

La seconde concerne toutes les activités quotidiennes de l'individu, son travail, ses loisirs, ses déplacements, etc.

Ces dépenses occasionnées par les activités quotidiennes s'ajoutent à celles du métabolisme de base. On en déduit que la somme des calories consommées par le métabolisme de base et celles consommées par les activités quotidiennes constitue la dépense énergétique, ou calorique, quotidienne.

La conclusion à tirer est simple: pour maintenir son poids, il faut obligatoirement maintenir l'équilibre entre l'apport énergétique (quantité de calories ingérées) et la dépense énergétique (quantités de calories consommées). Aussitôt que cet équilibre est perturbé,

les contre-coups se font sentir. Il y a, soit gain de poids, soit perte de poids.

Les applications ne sont évidemment pas aussi simples que les principes. Il ne faut pas, en particulier, ne s'arrêter qu'au facteur quantitatif. Il ne suffit pas d'avaler des calories. Le côté qualitatif des aliments doit être respecté. La meilleure façon de ne pas se tromper est de suivre les recommandations du Guide alimentaire canadien, qui propose quatre groupes d'aliments déterminés en raison des quantités et des éléments nutritifs qu'ils contiennent, et que l'on doit consommer chaque jour: les produits laitiers, les céréales, les fruits et légumes, les viandes et leurs substituts.

Simpsons

RABAIS 10%

SUR TOUS NOS MEUBLES EN STOCK AUJOURD'HUI ET
SAMEDI 7 AVRIL AUX 5 MAGASINS SIMPSONS

- Rabais 10% sur notre stock entier de meubles
- Matelas et sommiers-tapisseries
- Mobilier pour chambre à coucher
- Ensembles pour salle à dîner
- Ensembles tables et chaises de cuisine

- Ensembles canapés et fauteuils
- Tables d'appoint
- Fauteuils
- Unités murales
- Et plusieurs autres.

Rayons 401 et 402, au sixième. Aussi à Fairview, Anjou, Laval et St-Bruno.
Pour achat en personne seulement



MARTINE ROUZIER

de 10h00 à 14h00
du lundi au vendredi

FM 88 90 92 94 96 98 100 102 104 107

